

COLLECTION DE L'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME - 456

COLONS ET COLONIES DANS LE MONDE ROMAIN

Études réunies par Ségolène DEMOUGIN et John SCHEID



**COLONS ET COLONIES
DANS LE MONDE ROMAIN**

COLLECTION DE L'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME

456

COLONS ET COLONIES DANS LE MONDE ROMAIN

Études réunies par Ségolène DEMOUGIN et John SCHEID

ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME

2012

Actes de la XV^e Rencontre franco-italienne d'épigraphie
du monde romain (Paris, 4-6 octobre 2008)

Publié avec le concours de la Fondation Hugot du Collège de France
et de l'École pratique des hautes études

Colons et colonies dans le monde romain : [actes de la XV^e rencontre
franco-italienne d'épigraphie du monde romain (Paris, 4-6 octobre
2008)] / études réunies par Ségolène Demougin et John Scheid

Rome : École française de Rome, 2012

(Collection de l'École française de Rome, 0223-5099; 456)

ISBN 978-2-7283-0912-2 (br.)

1. Colonisation -- Rome -- Congrès 2. Colonies -- Rome -- Congrès
3. Épigraphie -- Rome -- Congrès 4. Inscriptions latines -- Rome -- Congrès
I. Demougin, Ségolène II. Scheid, John, 1946-

CIP – *Bibliothèque de l'École française de Rome*



© - École française de Rome - 2012

ISSN 0223-5099

ISBN 978-2-7283-0912-2

AVANT-PROPOS

Parmi les caractères de la vie civique de l'antiquité classique, l'installation définitive de concitoyens dans d'autres contrées, sans perdre entièrement de liens avec la patrie originelle, reste une constante, bien que ses formes soient diverses. Le phénomène a suscité une abondante littérature. Rome aussi a connu et pratiqué la colonisation, avec ses particularités et ses contraintes. Elle est conçue ici comme un moyen d'implanter définitivement la domination romaine dans des territoires récemment conquis; elle ne concerne que des citoyens romains, quel que soit le degré de leur citoyenneté, qui viennent de servir dans l'armée, et qui sont donc déduits en formation militaire. Les colonies romaines sont donc, jusqu'à la fin du I^{er} siècle ap. J.-C., des collectivités d'anciens soldats, installés sur des terres confisquées à leurs anciens propriétaires, vaincus dans une campagne régulière ou dépossédés par les effets d'une guerre civile. Les colonies n'ont donc jamais été autonomes ou dissociées de l'État romain, tout en recevant diverses prérogatives. D'où le choc que constitua pour les Romains la défection d'une partie des colonies romaines qui rejoignirent le camp d'Hannibal et les punitions sévères qui s'abattirent sur elles après la victoire romaine. Et à mesure que l'histoire avançait et que les cités et peuples d'Italie s'intégraient dans l'ensemble romain, sans bénéficier des mêmes avantages que les colonies, alors qu'elles portaient la plus grande partie de l'effort militaire, les inégalités devenaient plus flagrantes entre Romains et «Alliés». Cette insatisfaction conduisit à la Guerre sociale et aux évolutions qu'elle entraîna et elle affecta aussi le monde des colonies.

L'histoire même de la colonisation à Rome montre que l'aspect civil l'emporta enfin sur l'aspect militaire, puisque depuis les I^{er} et II^{ème} siècles, le titre de colonie finit par être concédé comme un honneur et un privilège, comportant de nombreux avantages, à des cités qui n'étaient plus formées de vétérans. Mais si la cité, après l'obtention du changement, changeait de situation légale, on ne peut plus alors éluder un débat portant sur le statut personnel des habitants qui peuplaient les colonies, et donc une réflexion sur le rôle des structures impériales et locales. Il faut tenir compte des traditions et de leurs adaptations dans le système romain, et aussi de leur

résistance. On peut évoquer ici la partie hellénophone de l'Empire, où coexistaient des colonies, peuplées de citoyens romains, et des cités habituées à la pratique des citoyennetés multiples.

En histoire ancienne se répand actuellement une tendance considérant que les citoyens romains de l'époque impériale étaient en quelque sorte des citoyens d'Empire, et que leur citoyenneté était aussi abstraite que la nôtre aujourd'hui. Rien n'est plus erroné. Comme l'ont montré de nombreuses études récentes, et notamment celles du regretté Yan Thomas, les citoyens romains étaient et devenaient citoyens à travers leurs colonies ou municipes d'origine, avant comme après la Constitution antoninienne de 212 ap. J.-C. C'est la raison pour laquelle il est indispensable de mettre en exergue l'importance des structures romaines locales, de leurs institutions et de leur survie. Il n'est donc guère étonnant que les recherches sur les colonies soient revenues au premier plan de l'intérêt des historiens de Rome, relancées qu'elles étaient par des découvertes et des publications très récentes de lois municipales et de textes normatifs nouveaux, découverts en Italie et en Espagne, et par la mise en évidence de leur nécessité juridique. En raison de la reconstruction systématique, par les recherches en cours, de l'évolution des différents types de colonies en Italie, de la mise en évidence de la nature et de l'originalité des fondations d'Auguste et ses successeurs dans le monde hellénophone, ainsi que dans la partie occidentale de l'Empire, et enfin d'une meilleure connaissance, de l'intérieur, du fonctionnement institutionnel de ces collectivités, offerte par les nouveaux documents, ce thème connaît une nouvelle jeunesse. Il suffit pour s'en rendre compte de citer les travaux sur les colonies de la façade adriatique de l'Italie, les recherches sur les établissements coloniaux de Grèce, d'Asie ou de Syrie, ou encore l'épaisse monographie consacrée par W. Eck à Cologne, la *Colonia Claudia Ara Agrippinensium*. Ce n'est pas seulement la constitution légale de ces nouvelles cités romaines qui intéresse l'historien, mais aussi leurs modes de peuplement et leur évolution démographique et politique. Les citoyens n'étaient pas les seuls occupants des colonies; ils cohabitaient avec des résidents, pour former une collectivité de *coloni et incolae*, mentionnés par les documents officiels. Dans le monde hellénophone l'implantation de colonies romaines engagea une expérience originale, dans la mesure où ces cités romaines d'après le droit, et par les colons, développèrent par la suite une culture coloniale particulière, puisque la langue et la cultures grecques s'imposèrent aux colons venus de l'extérieur, sans que par ailleurs le statut même des colonies en fût affecté.

Or l'étude des colonies est enracinée dans l'épigraphie. Les récits des historiens ou des érudits tel A. Gellius, qui a laissé une discussion passionnante sur les colonies comme *imago Romae*, ou

les règles transmises par le Digeste, donnent une image précise des colonies et de leurs institutions. Mais ce sont des règles, des réflexions et quelques anecdotes. Les sources épigraphiques apportent de la vie et de la profondeur à ces règles. C'est par elles que sont connus institutions, magistrats, colons, cultures locales, ce qui explique l'affection dont ce thème jouit chez les épigraphistes. Celui-ci permet de les réunir pour évaluer l'évolution des recherches, fondées sur la présentation de documents les plus récents sur les colonies en provenance de tout le monde romain. Quand elles n'apportent pas des nouveautés spectaculaires comme l'inscription d'*Uchi Maius* présentée par A. Mastino et M. Khanoussi, les diverses contributions, réunies ici, offrent en contre-point des corrections ou additions aux grandes études consacrées au monde colonial. Grâce à la croissance continue des documents épigraphiques, la connaissance du monde colonial ne cesse de s'élargir et de s'approfondir. Ce qui pouvait paraître longtemps comme un bloc monolithique, acquiert peu à peu des reliefs et des spécificités selon les époques et les régions. L'épigraphie nous fait quitter le monde du droit public, pour nous faire toucher du doigt les réalités quotidiennes des colonies, leurs ressemblances, mais aussi leurs différences.

Ce type d'étude fait appel à des spécialistes de toutes les parties du monde romain, et permet d'apprécier la diffusion et l'adaptation aux réalités locales d'un modèle juridique unique. Ne négligeant pas le domaine des réalités du fonctionnement d'un système colonial très spécifique, l'ouvrage se donne aussi comme objet l'étude de l'installation des colons – donc la question de la spoliation des populations indigènes –, et la constitution de nouvelles élites, ainsi que le devenir des nouvelles communautés romaines, dans toutes les régions où elles se sont établies. C'est, si l'on veut, une façon originale d'écrire l'histoire du monde romain.

Sékolène DEMOUGIN
John SCHEID

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Ségolène DEMOUGIN et John SCHEID, <i>Avant-propos</i>	VII-IX
John SCHEID, <i>Introduction</i>	1-3

COLONS ET COLONIES DANS LE MONDE ROMAIN

Antonio CABALLOS RUFINO, <i>Colonización, integración y vertebración : El caso de Itálica</i>	7-39
Patrice FAURE et Nicolas TRAN, <i>L. Nonius Asprenas (CIL XII 1748) et les origines de la colonie de Valence (Gaule Narbonnaise)</i>	41-64
Michel CHRISTOL, <i>Ressources des colonies, ressources de l'État</i>	65-86
Athanase D. RIZAKIS, <i>Une praefectura dans le territoire colonial de Philippes : les nouvelles données</i>	87-105
Claudio ZACCARIA, <i>Un nuovo duoviro della colonia romana di Tergeste e la produzione di olio nell'Istria settentrionale</i>	107-121
Umberto LAFFI, <i>Magistrature coloniarie : una messa a punto</i>	123-133
Raimondo ZUCCA, <i>Ordo decurionum et populus delle ciuitates della Sardinia</i>	135-145
Mustapha KHANOUSSE et Attilio MASTINO, <i>D'Uchi Maius à Rome... en passant par Pouzzoles. À propos de nouvelles découvertes épigraphiques à Henchir Douamis, en Tunisie</i>	147-177
Michel CHRISTOL et Thomas DREW BEAR, <i>De la notabilité locale à l'ordre sénatorial : les Flavonii d'Antioche de Pisidie</i>	179-218

	Pages
Elisabeth DENIAUX, <i>Épigraphie et constructions publiques dans la colonie de Dyrrachium</i>	219-228
Monique DONDIN-PAYRE et XAVIER LORIOT, <i>Londres et les colonies de Bretagne</i>	229-264

NOUVEAUTÉS ÉPIGRAPHIQUES

Sabine ARMANI, <i>Fragment d'épigraphie municipale sur bronze : un nouveau document découvert à Seilh (Haute-Garonne)</i>	267-282
Marco BUONOCORE, <i>Res publica : Aequiculani e Superaequani a confronto</i>	283-303
Giuseppe CAMODECA, <i>La carriera di un nuovo praefectus annonae in un'inedita iscrizione puteolana</i>	305-321
Silvia EVANGELISTI, <i>Sacerdozi municipali ed edilizia pubblica a Privernum</i>	323-336
Francesca CENERINI, <i>Un nuovo servus regionarius da Sulci</i>	337-346
Gianfranco PACI, <i>Virgilio, Cesare e i Fasti cuprensi</i>	347-358
Silvio PANCIERA, <i>La produzione epigrafica di Roma in età repubblicana. Le officine lapidarie, II. Nascita e sviluppo del sistema abbreviativo</i>	359-385
Giovanni MENNELLA, <i>Marco Lollio, consul sine collega e la fondazione di Augusta Taurinorum</i>	387-394
Giovannella CRESCI MARRONE, <i>Novità epigrafiche da Altinum</i>	395-407
Silvia ORLANDI, <i>Pomona epigrafica</i>	409-420
Indices	421-449
Résumés	451-459
Table des matières	461-462

**COLONS ET COLONIES
DANS LE MONDE ROMAIN**

ANTONIO CABALLOS RUFINO

COLONIZACIÓN, INTEGRACIÓN Y VERTEBRACIÓN

EL CASO DE ITÁLICA

La plena incorporación en la Romanidad de los territorios circunmediterráneos, condicionada y guiada por las circunstancias y la dinámica histórica, fue llevada a cabo fundamentalmente por medio de la implantación de fórmulas cívicas de etiología romana. Para lograr aquélla fueron puestos en marcha complejos y variados procedimientos institucionales, resultado de una experiencia que se había ido desarrollando primero en la península italiana, para extenderse luego progresivamente a territorios extraitálicos, donde *Hispania* constituyó un imprescindible y muy fructífero campo de experimentación.

La atención historiográfica no puede limitarse sólo a los argumentos institucionales y al análisis de la categorización estatutaria. Éstos tienen virtualidad y sentido únicamente encuadrados en el análisis de los procesos de dinámica histórica y movilidad poblacional, para lo que deben estudiarse los protagonistas de los fenómenos migratorios, las fórmulas en que se llevaron a cabo las interacciones, tanto interpersonales como entre colectivos, los ritmos y la gradual profundización en los contactos, así como sus resultados, la integración social y la vertebración organizativa.

Para el estudio de toda esta amplia temática¹ *Hispania* se muestra un territorio de análisis providencial. Primero, por la renovación documental experimentada en los últimos tiempos, debida, tanto a un depurado estudio de las fuentes de información existentes de antemano, como a nuevos y espectaculares hallazgos. Dos ejemplos pueden bastar : la recentísima publicación del repertorio

¹ Agradezco muy cordialmente a S. Demougín y J. Scheid su amable invitación para participar en el XV^o *Rencontre Franco-italienne d'Épigraphie du Monde Romain* y contribuir a sus Actas. El presente trabajo se ha llevado a cabo en el marco del Proyecto «Generación de elites y vertebración provincial : la Bética romana» (HAR2008-04820-C04-01), del VI Plan Nacional de Investigación Científica, Desarrollo e Innovación Tecnológica del Ministerio español de Ciencia e Innovación, cofinanciado con Fondos FEDER.

de inscripciones republicanas de *Hispania* de Borja Díaz Ariño², o la edición de la nueva tabla de la *Lex coloniae Genetivae Iuliae* y el correspondiente estudio del proceso de colonización tardorrepublicana³. Pero, en segundo lugar, hay que contar asimismo con la renovación metodológica y conceptual resultado y exigencia de la explotación de la documentación, lo que ha desembocado en un exponencial salto cuantitativo y cualitativo experimentado por la historiografía española en los últimos años.

Sin embargo el territorio peninsular es muy extenso, la casuística histórica plural, la caracterización institucional compleja. La densidad y heterogeneidad urbana es una expresión más de esta complejidad. Así Plinio en su *Naturalis Historia*, la fuente más directa sobre la cualificación estatutaria de las ciudades de la Bética, menciona por su nombre diez colonias, cita la existencia de diez *municipia civium Romanorum*, de los que da los nombres de *Gades* y *Regina*, veintisiete ciudades *Latio antiquitus donata*, entre ellas por su nombre *Carissa*, *Ugia* y *Laepia*, amén de ciento veintinueve *oppida* peregrinos⁴ que, si no antes, habrían de transformarse en municipios en época flavia.

La ocasión no permite, por supuesto, desarrollar aquí la totalidad de la argumentación. Es por ello que, circunscribiendo el análisis a los territorios del Bajo Valle del Guadalquivir desde fines del siglo III a.C. hasta los inicios del Imperio, en función de argumentos de coherencia ambiental e histórica, me voy a limitar aquí, como primera providencia, a analizar un único caso, eso sí, uno de los más singulares en la provincia, suficientemente significativo e ilustrativo : el de *Italica*. Esta ciudad, sin desempeñar ningún papel de relevancia administrativa, ocupó sin embargo una plaza de alto relieve histórico, contando con la singularidad de ser eximio emblema de Roma en la provincia, patria de emperadores y cuya historia se remonta a los inicios de la presencia romana en *Hispania*.

Italica adquirió para Roma un muy temprano protagonismo, entrando en la historia a partir del bien conocido y reiteradamente aducido texto de Apiano, relativo a los acontecimientos inmediatamente posteriores a la batalla de *Ilipa*, en la que los cartagineses fueron vencidos por Escipión en el 206 a.C. :

καὶ αὐτοῖς ὁ Σκιπίων ὀλίγην στρατιὰν ὡς ἐπὶ εἰρήνῃ καταλιπὼν συνῴκισε τοὺς τραυματίας ἐς πόλιν, ἣν ἀπὸ τῆς Ἰταλίας Ἰταλικὴν ἐκάλεσε· καὶ πατρίς ἐστι Τραϊανοῦ τε καὶ Ἀδριανοῦ, τῶν ὕστερον Ῥωμαίοις ἀρξάντων τὴν αὐτοκράτορα ἀρχήν⁵.

² Díaz Ariño 2008.

³ Caballos 2006 c.

⁴ Plin., *Nat. hist.* 3, 7.

⁵ App., *Iber.* 38: ... «Escipión, dejándoles un pequeño ejército, como corres-

Escribiendo ya en el siglo II d.C., Apiano es el único autor que se refiere al asentamiento escipiónico, del que nada había recogido previamente Livio. *A priori* no resulta lícito rechazar el dato sin que existan argumentos de suficiente peso en contra, teniendo en otras circunstancias certificada la bondad de sus fuentes. No obstante, debe tomarse en consideración, primero la distancia temporal – más de tres siglos – y ambiental entre los hechos descritos y la actividad literaria de Apiano. Pero también pudo haber condicionado la obra de Apiano su proximidad al círculo imperial y el consiguiente impacto de su entorno mediático, interesado en reforzar la figura de Escipión como precedente ilustrado de la casa reinante⁶.

En el análisis del texto son múltiples los argumentos a considerar que deben responderse con una negativa. En primer lugar, de ninguna manera puede asumirse hoy que se tratase de un establecimiento sobre suelo virgen. No es sólo que del texto de Apiano no tenga que derivarse esto – e incluso habría que decir que de éste se deduce precisamente lo contrario –, sino que actualmente la arqueología es terminante al respecto. Hoy en día en el solar italicense se ha identificado un previo asentamiento turdetano remontando tal vez incluso al siglo V y, con seguridad, a comienzos del IV a.C.⁷. Desconocemos sin embargo, tanto la caracterización de este enclave, como la del posterior asentamiento de los soldados de Escipión; debiendo tomarse a la par en consideración el carácter autosuficiente de las tropas romanas en territorio ajeno.

A partir de este punto, la historiografía se ha dividido entre quienes consideran que Escipión habría atribuido un estatuto privilegiado a la ciudad, sobre todo concretamente el de colonia latina, y aquellos otros que niegan esta posibilidad. M. Marchetti⁸ incluía la referencia a Apiano como soporte de la consideración colonial de *Italica*. En la misma línea se manifestaba también por ejemplo A. Schulten⁹, para quien *Italica* sería colonia romana desde

pondría en tiempos de paz, estableció los heridos en una ciudad que, pensando en Italia, llamó Itálica, patria de Traiano y de Adriano, que más tarde obtuvieron el imperio romano» ... (traducción de A. Trepát y E. Valentí Fiol para las *Fontes Hispaniae Antiquae* III).

⁶ El propio emperador Adriano hacía remontar al mismo acto escipiónico la vinculación de sus ancestros a *Italica* (*H. A., Vit. Hadr.* I,1).

⁷ Pellicer/Hurtado/De la Bandera, p. 1-20, espec. p. 18; *cfr.* asimismo Pellicer 1998.

⁸ *DE*, s. v. *Hispania*, p. 878.

⁹ *CAH* VIII, p. 311.

entonces¹⁰. Ch. Saumagne¹¹ consideraba que Escipión atribuyó a *Italica* el estatuto colonial latino, tomando como referencia el caso de *Carteia*.

Más próximos cronológicamente hablando, E. Ortiz de Urbina¹² considera posible que *Italica* hubiese gozado de estatuto latino desde su fundación, basándose en la diversidad étnica y jurídica con que se configura esta comunidad, en lo que asimismo confluye el caso de *Corduba*. Por su parte P. Le Roux¹³ excluye explícitamente el título de colonia para *Italica*, aunque sí le atribuye estatuto de derecho latino : «Aquellos asentamientos no suelen llevar nombre de colonia y la mayoría eran centros urbanos mixtos donde entraban italianos, indígenas y posiblemente también ciudadanos romanos voluntarios, lo que hablaría en favor de un estatuto de derecho latino». Asimismo infiere que la decisión de Escipión supone el reparto de tierras, aun cuando vemos para época posterior lo limitado del territorio que podemos atribuir a *Italica*. Por el contrario, en aquellos tiempos el interés económico estaría aún dirigido a la búsqueda de metales, a las actividades vinculadas a la intendencia del ejército o a las exacciones sobre las poblaciones sometidas. A. Padilla Monge explícitamente explica la obtención del estatuto de colonia latina como fórmula y expresión de la actuación de P. Cornelio Escipión el 206¹⁴, lo que G. Cruz Andreotti considera asimismo presumible¹⁵.

Las colonias latinas constituyeron la fórmula básica y la experiencia institucional fundamental en la generación de un colchón protector del *ager Romanus* en territorio italiano, cumpliendo así una prioritaria función militar en ubicaciones estratégicas¹⁶. Supo-

¹⁰ Para G. Bandelli (Bandelli 2002, p. 116 s.) incluso por el topónimo, de lo que parece inferirse que la mayor parte de su composición era de federados, debiera ya rechazarse plenamente la posibilidad de atribuir a *Italica* el estatuto de *colonia civium Romanorum*.

¹¹ Saumagne 1962, p. 144.

¹² Ortiz de Urbina 2000, p. 93 ss.

¹³ Le Roux 2006, p. 83.

¹⁴ Padilla/Escacena 2006, p. 512.

¹⁵ G. Cruz Andreotti en J. Gómez Espelosín 2007, p. 4.

¹⁶ Tenemos constatado el recurso a esta fórmula en los casos de *Vibo Valentia* y *Copia* el 194 a. C., el 189-181 en *Bononia*, el 183-181 en *Aquileia* y entre el 180 y el 177 en *Lucca*. A partir de entonces se aprecia en la documentación literaria una pausa en la política de creación de esta fórmula estatutaria, que sólo sería retomada en época de los Graco (Leyes agraria y Rubria, así como la ley colonial de Saturnino), y no sólo en la Península italiana a la que se había circunscrito hasta entonces la fórmula como expresión de la restrictiva política optimate (sobre las colonias latinas de la Galia Narbonense trata por extenso García Fernández 2001, p. 31 ss.). Muestra de ello es la fundación pionera de la colonia romana de *Iunonia* en el solar de Cartago (en 123/122 de resultas de la *Lex Rubria*), seguida el 100 por una ley colonial que permitía similares asenta-

nían la creación de comunidades heterogéneas en su composición, tanto por características étnicas y culturales, como por el estatuto jurídico originario de sus gentes, administrativamente autónomas, constituidas por una población originariamente superior en número a la de las colonias romanas. Las colonias latinas suponían que los ciudadanos romanos inscritos en ella perderían la ciudadanía, manteniendo únicamente los privilegios inherentes a la *latinitas*: *connubium*, *commercium* e *ius migrandi*, y estaban obligados a los *munera* que fueran exigidos por Roma. Era un senadoconsulto, sancionado con posterioridad por la correspondiente *lex*, el que fijaba las condiciones generales de la fundación, los requisitos de sus habitantes, el registro de éstos y el carácter permanente del asentamiento.

Por lo anterior, resulta problemático que Escipión pudiese arrojarse una atribución que correspondía al Senado¹⁷, como precisamente manifiesta el mismo caso de *Carteia*, fundada el 171 pero por decisión senatorial explicitada en forma de decreto¹⁸. Tal decisión es desconocida para *Italica*, y, de haber existido, verosímelmente habría sido recordada por Apiano. Pero no sólo por éste. Al referirse Livio a la nómina de las colonias establecidas por los romanos entre el 218 y el 167 cita para *Hispania* sólo el caso de *Carteia*, y nada había dicho antes, al narrar el desenlace de la segunda Guerra Púnica, del caso de *Italica*. Además, según la cita de Veleyo Patérculo 2, 15, la primera colonia de ciudadanos fundada fuera de Italia fue *Carthago*, en 123/122 a.C. Incluso si *Italica* hubiese sido la primera colonia enviada por los romanos al solar de *Hispania*, ello invalidaría la cita de Estrabón¹⁹, que refiere tal precedencia a *Corduba*, sin que éste registrase nada de los orígenes de *Italica*.

R. Knapp²⁰ se mostraba tajantemente en contra de que *Italica* hubiese obtenido el estatuto colonial por obra de Escipión. Y es que

mientos en las grandes islas, la península griega y África, pero no aun, al menos según lo transmitido por la documentación literaria, en *Hispania*.

¹⁷ No existe constancia de tal refrendo institucional. P. Cornelio Escipión actuó como general *cum imperio*, pero, con antelación a la constitución de las provincias hispanas, su actuación no respondía a los parámetros del ejercicio administrativo de una magistratura, por lo que estaba sometida a las pautas decisorias y de control del Senado. Si con el conjunto constituido por los antiguos pobladores y los recién asentados se hubiese constituido una colonia latina, ello habría exigido una especial formulación jurídica, desbordando las atribuciones de Escipión.

¹⁸ Liv. 43, 3; sobre ésta véase, *e. g.*, Pena 1988. Si *Italica* hubiese estado fundada de antemano como colonia latina, no habría sido necesaria la fundación de *Carteia*, al menos para incluir a *libertini* italicenses, ya que éstos no se habrían visto excluidos de aquella comunidad.

¹⁹ Str. 3, 2, 1.

²⁰ Knapp 1977, p. 111 s.

claramente debe excluirse la posibilidad de que el alejandrino se esté refiriendo a una deducción colonial. En esta línea M^a J. Pena Gimeno²¹, estudiando el vocabulario de la época de Apiano, aduce que en la frase συνώκισε τοὺς τραυματίας ἐς πόλιν el verbo debe entenderse en su sentido de asentar o establecer y no de fundar. La propia utilización del término «polis» en lugar de «apoikía» por parte de Apiano manifiesta que no debió tratarse de un establecimiento colonial. Podemos concluir así que del texto de Apiano se deriva la designación de la localidad en función del origen de los allí asentados por Escipión, pero de ninguna manera el estatuto jurídico de la comunidad resultante.

A todo lo anteriormente dicho debe añadirse la correspondiente argumentación en relación con las circunstancias político-militares del momento, cuando Roma se encontraba en una situación extremadamente delicada, estando incluso en entredicho la propia supervivencia en su propio territorio por la amenaza de Aníbal. Ello dejaba fuera de consideración el planteamiento de un asentamiento permanente, que debe vincularse a una política de conquista sólo explicitada a partir del 197. Por lo tanto debiera entenderse la decisión de Escipión como meramente provisional, y suponerse el deseo de retorno por parte de los primeros asentados que dispusiesen de esta posibilidad. En este sentido G. Bandelli se refiere a una presumible drástica reducción de los contingentes itálicos asentados en *Italica* de resultas de las posibilidades que se le abrirían a éstos para formar parte de las nuevas fundaciones llevadas a cabo en Italia a comienzos del siglo II²².

La historiografía ha llegado en alguna ocasión a afirmar que el registro del gentilicio de Escipión en la epigrafía italicense es buena huella de su actuación como fundador²³. Sin embargo, del medio

²¹ Pena 1984, específicamente sobre el asentamiento en *Italica* p. 50-53. Si por una parte «pólis» no cumple la función de complemento directo, el verbo significa establecer a alguien en algún sitio, no refiriéndose por tanto a la fundación de una ciudad.

²² Bandelli 2002, p. 123 : «In tale situazione è lecito fare l'ipotesi, già preannunciata, che l'eventuale, anche se minoritaria, presenza a *Italica* di soldati con la cittadinanza romana si riducesse drasticamente in séguito alla partenza di quanti vollero approfittare, nel 200 e forse ancora nel 194, dei nuovi provvedimenti».

²³ Así Knapp 1977, p. 115 : «The high incidence of Cornelii at Italica supposes the presence of natives in the foundation and confirms the part played by Scipio, as reported by Appian». Y en su nota 37 : «Either many natives participated in the actual beginning of the settlement or later felt so keenly a beneficence of a Cornelius that they took that name : of the 35 names found on inscriptions discovered at Italica, over 6.5% are Cornelii. This is an unusual concentration : I have used the names recorded in CIL as a control for the determination of a 'normal' distribution of names in a typical town and in CIL only

millar de inscripciones italicenses hoy conocidas, actualizando y depurando la información disponible, sólo en tres inscripciones – un número residual – se constata allí la presencia de *Cornelii*²⁴.

Resumiendo, en el estado actual de la cuestión y por lo anteriormente dicho, nos parece que debiera rechazarse la posibilidad de interpretar la actuación de Escipión como una deducción colonial, siendo preferible atribuirle un estatuto peregrino al lugar de asentamiento²⁵.

No obstante, ello no es óbice para plantear, al menos como posibilidad, que *Italica* hubiese podido alcanzar el estatuto de colonia latina con posterioridad. Se trataría de un paso previo a su transformación en municipio, transformación que en época de Augusto la tenemos certificada para *Carteia*, *Palma* y *Pollentia*. La cuestión en ese caso consistiría, no sólo en considerar circunstancia y momento de esta posible concesión, sino, sobre todo, argumentarlo documentalmente de forma fehaciente.

Plinio cita para la Bética veintisiete *oppida Latio antiquitus donata*, mencionando por su nombre sólo a *Laepia Regia*, *Carissa Aurelia* y *Ugia*. Desgraciadamente desconocemos el nombre de los restantes. Sin embargo la diversidad étnica de los múltiples *oppida* a los que corresponde la referencia genérica de Plinio permite la atribución hipotética a ciertas comunidades del estatuto colonial latino con antelación a su transformación en municipios.

M. Torelli²⁶ asume que el modelo de la colonia latina fue el elegido por Roma para implantarlo en *Hispania*. Su objetivo sería, tanto el de crear amplias clientelas, como el de lograr la homogeneización de una sociedad mixta siguiendo el modelo experimentado exitosamente en Italia a lo largo de los siglos IV y III a.C.

Para algunos, una interpretación abierta de la documentación permitiría plantear la posibilidad de que, tanto la capital provincial,

about 2% of the names are Cornelii, while in Spain about 5% are usually Cornelii».

²⁴ *CILA*, Se 434 : *D(is) M(anibus) s(acrum) / [C]orn[el]ius Saturn[inus] / [vixi]t an[n]o(s) XXXV h(ic) [s(itus) e(st)] / [sit tibi terra] le[vis]*; *CIL* II 5376 = *CILA*, Se 435 : *D(is) M(anibus) s(acrum) / Corneliae Coete / ann(os) vixit LXXX fecit / Cornel(ius) Theseus con(iugi) b(ene) m(erenti) / t(e) r(ogo) p(raeteriens) d(icas) s(it) t(ibi) t(erra) levis*; y *CIL* II, 1145 = *CILA*, Se 436 : *Hic i[acet] / Q(uintus) Cor(nelius) La[tinus] / homo b[on]us / vixit a[nnos...] / m[enses...]* Debemos excluir dos inscripciones que tradicionalmente se tenían por italicenses (una, *CIL* II 1144 = *CILA*, Se 437, del Cerro del Pascualejo de Écija : *CIL* II²/5, 1134; otra, *CIL* II 5375 = *CILA*, Se 433, de Los Argamasones : *CIL* II²/5, 1010 = *CILA*, Se 1187).

²⁵ Caballos 1994, p. 28-31 y 61-71.

²⁶ Torelli 1997, p. 103.

*Corduba*²⁷, como asimismo *Iliturgi*²⁸, e incluso *Castulo*²⁹ alcanzaron la caracterización de colonias latinas. Pero no sólo éstas, también se ha aducido *Italica* como otra de las posibles candidatas en la atribución de tal categoría jurídica. Aunque en el caso de *Italica* la apoyatura documental sólo podría fundamentarse en la ambigüedad de Estrabón en 3.2.15, que tanto puede referirse a argumentos culturales como institucionales y organizativos.

E. García Fernández asume como probable la concesión del estatuto de colonia latina a *Italica*³⁰. La incluye así en un listado de las que considera colonias latinas anteriores a la conocida como *lex Pompeia de Transpadanis* del 89, en el que aparecen *Carteia*, *Corduba*, *Valentia*, *Palma*, *Pollentia* y otras que no cita³¹; eso sí, con la salvedad de que esta condición sólo está certificada por Livio para *Carteia*³².

Se piensa habitualmente en Julio César como posible protagonista de la política de concesión del estatuto latino, paso previo a la romanización jurídica. Sin embargo, al estudiar el caso de *Italica* no debemos limitar a él la indagación, ya que algunos casos de la *Hispania Citerior* permiten remontar documentadamente tales concesiones a Pompeyo³³. En función del estudio de las series monetales y la epigrafía se ha propuesto que *Carthago Nova* recibiese el estatuto colonial al menos el 54 a.C., no pudiendo descartarse que la fecha fuese incluso más temprana, con lo que cobra verosimilitud la atribución del protagonismo al gobierno de Pompeyo desde el 55³⁴. También podemos aducir al respecto el caso de *Saguntum*, donde es de nuevo la numismática la que se muestra, no sólo como guía imprescindible en el seguimiento de las transformaciones institucionales, sino la única fuente que permite reconocer la atribución de la categoría colonial a la ciudad, dato que ni la literatura, ni las fuentes epigráficas nos habían transmitido³⁵. Una cita de Cicerón³⁶ permite

²⁷ A partir de la tan debatida referencia de Estrabón 3,2,1. Cfr. Hübner *RE* 4.1222; Knapp, 1983, p. 10 ss.; Canto 1991; Canto 1997; Stylow 1996, p. 77-85.

²⁸ La inscripción que menciona a T. Sempronio Graco como deductor permite encontrar una fundamentación documental para esta hipótesis (*CILA*, Ja 225; *CIL* II²/ 7, 32). Cfr. Canto 1997, p. 264 s., nn. 32 y 34; García Fernández 1991, p. 39.

²⁹ García Fernández 1991, p. 40 s. Opinión que le parece cuestionable a M^a. A. Marín (Marín Díaz 2002, p. 287).

³⁰ García Fernández 2001, p. 32.

³¹ García Fernández 2001, p. 13.

³² García Fernández 2001, p. 13, nota 1.

³³ Sherwin White 1973, p. 225.

³⁴ Abascal 2002.

³⁵ Tomamos como guía argumental y documental el trabajo de Ripollès/Velaza 2002.

³⁶ Cicerón, *Pro Balbo* 51.

saber que en el año 56 a.C. *Saguntum* era aun una ciudad federada, mientras que en el 4/3 a.C. se la cita como *municipium civium Romanorum*³⁷. En el ínterin la numismática registra tres series monetales de *aediles coloniae*, lo que permite certificar la obtención del estatuto de colonia, *v. l.* naturalmente latina, en una fecha no documentada, pero que, siguiendo el referente propuesto para *Carthago Nova* por J. M. Abascal³⁸, Ripollés y Velaza proponen atribuir asimismo a Pompeyo, con el que la ciudad estaba especialmente vinculada, aportando una posible fecha de en torno al 54 a.C.³⁹.

Fue M. I. Henderson⁴⁰ quien primero defendiera la idea de una amplia extensión de este estatuto colonial latino como expresión institucional de las decisiones políticas de César tras la guerra civil, planteamiento que fue sustentado más recientemente por J. González⁴¹, aportando un listado de éstas. En este punto concreto no puedo por menos que considerar interesante hacer referencia a un pasaje de Suetonio, en el que, tras narrar la estancia de César en *Gades* durante su cuestura, cuando tuvo lugar la remembranza de las hazañas de Alejandro Magno y el sueño en el que violaba a su madre, imagen de su adueñamiento de Roma, se refiere al precipitado abandono de la provincia. El texto concretamente dice : *Decedens ergo ante tempus colonias Latinas de petenda ciuitate agitantes adiit, et ad audendum aliquid concitasset, nisi consules conscriptas in Ciliciam legiones paulisper ob id ipsum retinuissent*⁴². Si las circunstancias se han vinculado tradicionalmente a la situación en las colonias de la Galia en concreto, la cita nos pone en antecedente de las inquietudes de las comunidades por la promoción estatutaria, situación que buenamente podría extrapolarse asimismo a otras regiones donde se constata la existencia de esta categoría ciudadana, incluyendo por supuesto el caso hispano. César en su actuación político-administrativa para con la Narbonense había acudido habitualmente a la fórmula de la colonia latina, por lo que

³⁷ *CIL* II²/14, 305, según la datación propuesta por G. Alföldy, *ad loc. cit.*; lo que corroboran para época posterior Plinio, *Nat. hist.* 3, 20, mencionando a Sagunto como *oppidum civium Romanorum*, y otras referencias epigráficas recogidas por el mismo Alföldy (*CIL* II²/ 14, 305 y 353).

³⁸ Abascal 2002.

³⁹ Ripollés/Velaza 2002, p. 288 ss.

⁴⁰ Henderson 1942, p. 5-10.

⁴¹ González 1984, p. 17-43.

⁴² Suetonio, *Caes.* 8.1. «Abandonando pues su cargo antes de tiempo, recorrió las colonias latinas soliviantadas por el deseo de obtener el derecho de ciudadanía y las hubiese impulsado a algún acto de violencia si los cónsules, por este mismo motivo, no hubiesen retenido por algún tiempo las legiones reclutadas en Cilicia» (trad. de M. Bassols de Climent para la Col. *Alma Mater*, Barcelona 1964).

Henderson⁴³ piensa que también habría sido aplicada en *Hispania* esta categoría, sin que tales concesiones hayan trascendido documentalmente por la atribución posterior por parte de Augusto del título municipal a estas comunidades⁴⁴.

Para M. Humbert⁴⁵ en el catálogo de comunidades que habrían recibido este estatuto de colonia latina se contarían, además de *Corduba*, *Palma* y *Pollentia*, también *Italica*⁴⁶. A. M^a. Canto en un trabajo del año 1985 describió *Italica* como «un asentamiento sobre la marcha de las tropas itálicas de Escipión», no atribuyéndole explícitamente en esta ocasión ningún estatuto especial al lugar⁴⁷, aunque en otra publicación de ese mismo año⁴⁸ ya planteó que *Italica* fue configurada ya por Escipión «unter eine juristische Form gestellt, die wir nicht kennen (vielleicht schon eine *colonia Latinorum*...)». En un trabajo posterior se reafirmó, en esta ocasión explícitamente, en la categorización de la ciudad como *colonia civium Latinorum*⁴⁹. Con posterioridad⁵⁰ dio un nuevo paso, al calificarla ya plenamente como «*colonia Latina*, y *Latina* vieja por más señas, y... como mínimo anterior al fin de las guerras pompeyanas, en época de Julio», añadiendo a continuación que precisamente a éste se debe la adquisición del estatuto municipal, «momento en el cual (45 a.C.), y seguramente por su lealtad a él, *Italica* debió de alcanzar su autonomía y la categoría de «*municipio de ciudadanos Romanos*». Carecemos de documentación probatoria y argumentos fehacientes tanto para certificar lo uno como lo otro, además de que precisamente la categoría de colonia latina lleva inherente la autonomía administrativa, por lo que en este sentido existiría la correspondiente concomitancia con el estatuto municipal⁵¹.

⁴³ Henderson 1942, p. 1 ss.

⁴⁴ García Fernández 1991, p. 38.

⁴⁵ Humbert 1976, p. 226.

⁴⁶ Al que A. Padilla Monge sigue en la atribución del estatuto colonial a Itálica en Escacena/Padilla 1992, p. 78 s.

⁴⁷ Canto 1997, p. 274.

⁴⁸ Canto 1985 b, p. 144.

⁴⁹ Canto 1999, p. 172 ss. Mientras A. Canto le atribuye también función administrativa, la categoría de colonia latina no implica en principio desde el punto de vista administrativo otra cosa que su carácter autogestionario, por lo que de ello no se deriva en principio ninguna otra atribución institucional en relación con la gestión romana de los territorios incorporados, lo que se vincula de forma exclusiva al *imperium* del procónsul en la forma y expresión que éste estableciera.

⁵⁰ Canto 2003 a, p. 60.

⁵¹ Mientras que la utilización del término «*Latina* vieja», por supuesto en ningún caso podría llevar a la identificación con las *priscae Latinae coloniae* anteriores al 338 a. C.

En contra de quienes suscriben la hipótesis – sugerente por lo demás – de considerar que *Italica* hubiera alcanzado la categoría de colonia latina, se muestran una serie de investigadores que han analizado de forma directa y pormenorizada la problemática, contemplando minuciosamente las fuentes a nuestra disposición. Entre ellos podemos citar los casos de M^a. A. Marín⁵² o, más recientemente, G. Bandelli⁵³, quienes fundamentan su escepticismo, tanto en la carencia de documentación probatoria, como en la falta de información sobre las correspondientes decisiones senatoriales, debiendo incluso ponerse aquellas mismas *a priori* en duda debido a la política altamente restrictiva a tales concesiones por parte del Senado.

¿Cuál sería por consiguiente el estatuto de *Italica* desde la época del asentamiento de Escipión y hasta la obtención de la categoría municipal bien con Augusto, bien ya desde época cesariana? Ya hemos citado algunas fuentes literarias que refieren acontecimientos históricos relacionados con *Italica* y sus gentes, pero ninguna de ellas aporta datos para establecer el estatuto de la comunidad.

Partiendo del estudio de la documentación existente para la época anterior a la última etapa de la Guerra Civil, queda en evidencia que no existe ningún tipo de referencia explícita a una atribución del estatuto latino a *Italica*. E incluso se podría pensar que, caso que la ciudad hubiera sido colonia latina en algún momento, los italicenses habrían utilizado este precedente a la hora de solicitar de Adriano la transformación estatutaria de su ciudad en una colonia titular⁵⁴.

Si no se le hubiese conferido categoría colonial o municipal al modo romano⁵⁵, nos quedaría abierta la posibilidad de que se no le hubiese asignado por voluntad explícita de Roma ningún estatuto urbano preciso⁵⁶, con lo que en puridad habría que conceptuarla como ciudad peregrina. Ésta es la asunción por la que se decanta

⁵² Marín Díaz 2002.

⁵³ Bandelli 2002.

⁵⁴ Aulo Gelio, *Noctes Atticae*, XVI, 13, 4. Este argumento queda no obstante debilitado por el hecho de que entre *colonia latina* y *colonia romana* coincide el título, pero ambas categorías corresponden a niveles estatutarios no parangonables, siendo así que es a este argumento al que podría prestarse atención como precedente.

⁵⁵ Incluso ya *a priori* el propio nombre – *Italica* – parece apuntar en este sentido.

⁵⁶ Debiéndose por tanto el asentamiento a una decisión exclusiva de Escipión, sin refrendo legal por parte de Roma (Wilson 1966, p. 15; *cfr.* en esta misma línea Knapp 1977, p. 112, Wegner 1954, p. 428 s. y Marín 1988, p. 122).

Knapp⁵⁷ como técnicamente más adecuada, aun cuando en su funcionamiento y en su apariencia, máxime tras las sucesivas oleadas inmigratorias y la progresiva incorporación e integración de los provinciales, formalmente debió asimilarse a las comunidades urbanas italianas, lo que propiciaría su transformación estatutaria en municipio a fines del siglo I a.C. Partidario de una adscripción de este estatuto peregrino a *Italica* es también H. Galsterer⁵⁸, en la misma dirección también me manifesté yo en su momento⁵⁹, y U. Laffi⁶⁰ insiste en que *Carteia* es la única de la que se conoce con certeza su condición jurídica de colonia latina, con su peculiar caracterización como *colonia libertinorum* por concesión del Senado el 171 a.C.⁶¹ Este mismo⁶², refiriéndose a la etapa que media entre el fin de la contienda contra Aníbal y la época de los Graco, manifiesta que «Una situazione per alcuni aspetti diversa e per altri analoga a quella della Cisalpina stava producendosi nella penisola iberica», y, en concreto sobre *Italica*, «Non si trattò, comunque, di una fondazione ufficiale, anzi, il senato, per quel che ne sappiamo, non venne neppure consultato. In realtà il governo romano non si preoccupò, per vario tempo, di porre in atto in Spagna una politica di colonizzazione assistita come aveva fatto nella Cisalpina, e tanto meno di creare opportunità di insediamenti stabili per i veterani». También J. González⁶³ supone que *Italica* no gozaba de estatuto privilegiado en el momento de su fundación, evolucionando como ciudad peregrina en los siglos II y I a.C.⁶⁴.

En concomitancia con la asunción de una condición peregrina para *Italica* debe también destacarse que, mientras otras fundaciones sinoicísticas como *Corduba* y *Valentia*, así como las colonias latinas de *Carteia*, *Carthago Nova* y *Saguntum*, entre otras localidades de categoría estatutaria romana y vieja fundación, acuñaron monedas de bronce desde sus orígenes, *Italica* no lo hizo, lo que no se corresponde con la autonomía inherente a la categoría de colonia latina atribuida por algunos.

De haberse conservado completa la inscripción *CIL* II 1119⁶⁵, si

⁵⁷ Knapp 1977, p. 114.

⁵⁸ Galsterer 1996, p. 213; Galsterer 1997, p. 49-64 y traducción p. 53-56.

⁵⁹ Caballos 1994, p. 28-31 y 61-71.

⁶⁰ Laffi 2007, p. 27.

⁶¹ Livio 43, 3. *Cfr.* Wulff 1989, p. 45 s.

⁶² Laffi 2001, p. 519-530 (recogido en Laffi 2007, p. 43 s.).

⁶³ González 1998, p. 40.

⁶⁴ Remite para ello a Marín Díaz 1988, p. 120 ss. En otro lugar le atribuye expresamente la categoría de municipio latino (González 1984, p. 17-43).

⁶⁵ *CIL* II 1119 = *CIL* I, 630 = *ILS* 21d = *ILLRP* I, 331 = Canto 1985 a, n° 67 = *AE* 1985, 551 = *HEp* 1, 545 = *HEp* 4, 698 = *CILA*, Se 377 = *AE* 2004, 99 = Díaz Ariño 2008, U3, p. 196 s.

no con total seguridad por lo que diremos a continuación, al menos muy verosímilmente habría contribuido de forma sustancial a despejar las dudas que se nos plantean en relación con el estatuto de *Italica*. A pesar de la evidente significación del epígrafe, éste no puede venir por desgracia incontrovertiblemente en nuestra ayuda, ya que es doble la índole de los problemas que inciden en la inscripción. Por una parte la cuestión de la restitución textual, ya que la inscripción ha llegado incompleta a nosotros. Por otra la de la fecha de la ejecución del epígrafe, de lo que deben extraerse conclusiones en relación con su originalidad y función.

El texto fue restituido por Mommsen como [*L(ucius) Mummius L(uci) f(ilius) imp(erator) / [dedit Co]rintho capta / [vico Ital]icensi*], interpretándolo como expresión de la voluntad del antiguo gobernador de la *Ulterior* el 153 a.C., *L. Mummius*, de beneficiar a *Italica* con parte de lo obtenido en el saqueo de Corinto el 146, en recuerdo de su presumible estrecha vinculación con esta ciudad de la provincia *Ulterior* en la época en que fue gobernador de aquella provincia. Si bien ha habido quien ha atribuido el texto a Emilio Paulo⁶⁶, es la consideración del epígrafe como unos de los *tituli mummiiani*⁶⁷ la que sin lugar a dudas prevalece y debe considerarse firme en la actualidad⁶⁸.

Contemplando directamente el fragmento conservado de la inscripción *CIL* II 1119, su apariencia formal es claramente diferente a la de las inscripciones italianas con un contenido textual similar, registros de los denominados *dona mummiiana*⁶⁹. No debemos dejar de evidenciar por lo demás la humildad material de la placa itálica, de sólo 27 cm de altura y letras de 4 cm, en comparación con los restantes *tituli mummiiani* italianos. Pero también con el epígrafe de la *Ulterior* ambientalmente más próximo, la inscripción del gobernador C. Memmio del Cortijo de Carija (Bornos, prov. de Cádiz), ubicación de *Carissa Aurelia*, grueso bloque de caliza con letras de aprox. 12 cm de altura, datado hacia muy finales del siglo II a.C.⁷⁰.

⁶⁶ Canto 1985 a, n° 67; Canto 1986, p. 227-234 = *Epigraphica* 47, 1985, p. 9-19.

⁶⁷ *CIL* I 626-632 y 2930 a (p. 505-507) e *ILLRP* 327-331.

⁶⁸ En contra de la atribución a Emilio Paulo véanse en último lugar los argumentos recogidos en J. Beltrán Fortes, que se suma a las consideraciones ya adelantadas por J.-L. Ferrary, entre otros. *Cfr.* Beltrán 1997. Una reproducción más reciente del dibujo de D. de los Ríos, incluyendo el fragmento central, hoy perdido, en el que fundamentó A. Canto su restitución, en Fernández Gómez 1998, Lám. 59, n° 28.

⁶⁹ *Cfr.* últimamente sobre éstos Arrigoni Bertini 2004, p. 59-83, y fig. 20 en p. 253.

⁷⁰ Díaz Ariño 2008, U7, p. 200 s.

Y es que no estamos ante la presunta inscripción original, que, caso de haber existido, remontaría a mediados del siglo II a.C., sino en todo caso ante una copia, por lo que no sabemos con qué grado de fiabilidad ésta sería fiel a aquel supuesto original. La datación que se ha dado a la inscripción llegada a nosotros es, si no de comienzos del siglo III d.C., ya de bien entrado el siglo II d.C., y más concretamente se ha presumido que su erección en sustitución de una más antigua se justifica precisamente por la concesión del derecho de las colonias a *Italica* por parte de Adriano⁷¹. No puede excluirse, incluso caso efectivamente de que se trate de una recuperación de la tradición histórica italicense, al menos la posibilidad teórica, bien de una mistificación del texto, bien hasta de una invención o creación *ex novo* de la inscripción, máxime dadas las circunstancias ideológicas de la época, con el interés del poder por la mitificación de los ancestros del emperador, y el de *Italica* por el de reverdecer sus viejas glorias.

En relación con la cuestión que ahora estamos considerando de la categoría jurídica, hay que partir de que la calificación de *Italica* como *vicus* corresponde a una restitución de Mommsen, en su momento bien aceptada⁷², y también generalmente asumida con posterioridad. Hoy en día sin embargo podemos considerar justificada la crítica al respecto⁷³. Knapp considera el término *vicus* inadecuado, por su caracterización de estatuto político inferior⁷⁴. De la misma manera se podría haber propuesto *pagus*, *urbs*, o incluso *colonia*, aunque aquél prefiere los términos de *oppidum* o de *urbs*, sin connotación legal, pero que considera más prestigiosos como para ser reflejados en un epígrafe público⁷⁵. Alföldy argumentalmente asume que la designación *oppidum civium Romanorum* es fórmula que permite identificar la categoría municipal de ciudades mencionadas como tales en Plinio⁷⁶. En la obra de éste, para la que utiliza *formulae provinciarum* de mediados del reinado de Augusto,

⁷¹ Es esta la datación, tal vez de mediados del siglo II d.C., con la que la pieza se recoge en el catálogo de inscripciones republicanas de B. Díaz Ariño (Díaz Ariño 2008, U3, p. 196 s.).

⁷² Hübner y Schulten (*RE* 9. 2284) habían planteado la posibilidad de completar la laguna de la inscripción en ese punto con los términos de *vicus* u *oppidum*.

⁷³ Un listado de quienes se muestran en contra de la validez de la restitución *vicus*, con la correspondiente argumentación, en Bandelli 2002, p. 117, nota 66.

⁷⁴ Tanto por carecer de autonomía administrativa, como por no poseer territorio propio (*cf.* Marín Díaz 1988, p. 113).

⁷⁵ Knapp 1977, p. 113.

⁷⁶ Alföldy 1987, p. 92 s. En su momento R. C. Knapp rechazaba tal planteamiento (Knapp 1977, p. 133 s.).

aparece *Italica* mencionada precisamente con este término⁷⁷. De aceptarse la restitución [*oppido Ita*]*licensi* en la inscripción que se atribuye a L. Mummio y, por supuesto, siempre que ésta fuese genuina, habría que contar con la categorización municipal de la ciudad de *Italica*, condición que en este caso remontaría ya a mediados del siglo II a.C.

El femenino *urbs* se adecua al nombre de la ciudad, *Italica*⁷⁸. Pero también, por el género, sería posible incluso teóricamente restituir «*colonia*». Y es ésta, aceptando la atribución a L. Emilio Paulo, la reforma que A. Padilla hace a la restitución de A. Canto, proponiendo por consiguiente [*col(oniae) Italic*]*jensi*⁷⁹. Por su parte *Res p(ublica)* es el término por el que se decanta Curchin⁸⁰.

En busca de un posible soporte documental para fundamentar la restitución del epíteto de *Italica*⁸¹ podemos acudir a circunstancias históricas que remontan a una fecha cronológicamente muy próxima a la actuación de L. Mummio, saqueador de Corinto el 149 a.C. Durante la guerra lusitana, cuando en el 143 a.C. el gobernador de la Ulterior, *Quinctius*, fue vencido por Viriato, Apiano menciona⁸² que un cierto Gayo Marcio, describiéndolo como hispano de la ciudad de *Italica*, sería el encargado de continuar la lucha : καὶ Γάτιον Μάρκιον θαμινὰ ἐπιπέμποντος αὐτῷ, ἄνδρα Ἰβηρα ἐκ πόλεως Ἰταλικῆς. Texto este muy significativo en relación con la argumentación que estamos desarrollando, al no describirse la ciudad ni como municipio, ni como colonia; no atribuyendo específicamente a la par al personaje ni estatuto romano, ni latino. Se cita así en esta ocasión la ciudad de *Italica* de nuevo como *polis*, en consonancia con la fórmula del texto del mismo Apiano sobre la actuación de Escipión. Esta designación genérica de *polis* debería ser traducida en latín con el uso del también genérico *civitas*, que no expresa compromiso estatutario. Es por ello que A. M^a. Cantó restituye [*civit(ati) Italic*]*jensi*⁸³ en el correspondiente lugar de CIL II 1119⁸⁴.

⁷⁷ Plin., *Nat. hist.* 3, 11.

⁷⁸ Knapp 1977, p. 113, nota 29.

⁷⁹ En Escacena/Padilla 1992, p. 78 s.

⁸⁰ *REA* 87, 1985, p. 332, n^o 17.

⁸¹ Para agotar el arco de posibilidades, no cabe por lo demás como alternativa la referencia al *senatus populusque*, que exigiría un genitivo plural. Una fórmula también adecuada para la fecha de elaboración de la inscripción sería una referencia restringida al *ordo*, bien con este término, bien con la alternativa *senatus*.

⁸² App., *Iber.* 66.

⁸³ Canto 1985 a, n^o 67; Canto 1986, p. 227-234 = *Epigraphica* 47, 1985, p. 9-19.

⁸⁴ Que ella, como indicamos (*vide supra* nota anterior), la asignaba a Emilio Paulo.

Por último, B. Díaz Ariño⁸⁵ restituye, sin más comentario, [*populo? Ita*]licensi. Como apoyatura para esta última restitución podríamos aducir la inscripción encontrada en el Cortijo de Máquiz, término de Mengibar (Jaén), dedicada por el *populus Iliturgitanus* a Tiberio Sempronio Graco como *deductor*⁸⁶.

De mediados del siglo II a.C. la documentación literaria que se refiere expresamente a *Italica* salta al año 76 a.C. Cneo Pompeyo acababa de llegar a *Hispania* con un mandato extraordinario y numerosas tropas para reforzar el ejército de Metelo en su lucha contra Sertorio, por entonces en la cima de su poder en la Península. A partir de ese momento la guerra de desgaste fue la única opción posible seguida por Sertorio para enfrentarse a las fuerzas optimates, superiores en número y organización, por lo que quedaba descartado cualquier choque frontal. En estas circunstancias tuvo lugar un suceso decisivo para la ulterior marcha de los acontecimientos: el sertoriano Hirtuleyo, desoyendo las instrucciones de su general, se enfrentó abiertamente con Metelo junto a *Italica* para evitar que aquél trasladase sus tropas hacia el norte en refuerzo de Pompeyo, siendo derrotado⁸⁷. Aquí se menciona *Italica* como *urbs*, por lo tanto de nuevo sin atribución de categoría específica o compromiso estatutario alguno, haciendo referencia el término a la estructura física de la ciudad, la misma designación con la que aparece mencionada, por ejemplo, en la inscripción olisipense *CIL II 213*⁸⁸.

Sería por entonces, ya desde la primera estancia de Pompeyo, cuando comenzaría a cimentarse el filopompeyanismo de la Ulterior, reforzado al surgir el enfrentamiento entre César y Pompeyo, sólo aplacado ante las victorias del primero y pujantemente renovado tras la actuación de Q. Casio Longino. La génesis de muchos de los italicenses, entre quienes habrá que contar a miembros de las clientelas de Pompeyo, muchas procedentes del Piceno, nuevos o antiguos emigrantes, como más adelante habremos de ver, así como estrictos motivos ideológicos, políticos y socioeconómicos estarían en la base de aquella toma de postura, sólo debelada por la fuerza y los avatares de la historia. A pesar de la política altamente restrictiva

⁸⁵ Díaz Ariño 2008, U3, p. 196 s.

⁸⁶ *CIL II*⁷7,32. Aunque ésta pierde su vigor como referente para el siglo II a. C. si consideramos que el epígrafe debe datarse a fines del siglo I a. C. o ya en época de Augusto.

⁸⁷ Oros. 5, 23, 10: *Postea vero Hirtuleius cum Metello congressus apud Italicam Baeticae urbem viginti milia militum perdidit victusque in Lusitaniam cum paucis refugit.*

⁸⁸ *CIL II*, 213 (*Olisipo*): *D(is) M(anibus) / Q(uinti) Fabi Festiui / an(norum) XL et / Q(uinti) Fabi Euelpis[t]i frat[er]is / an(norum) XXX si[t]is urbe Itali[ca] / Q(uintus) Fabius Zosimus / [f]ra[ter] f(aciendum) c(uravit).*

a tales concesiones por parte del Senado, la actuación de Pompeyo podría haber proporcionado teóricamente, tal como se ha argumentado para *Saguntum*⁸⁹ y *Carthago Nova*⁹⁰, un posible marco ambiental y una adecuada circunstancia histórica para un posible establecimiento colonial de carácter latino en Itálica. Fundamento de tal decisión podría haber sido en este hipotético caso el control de las explotaciones argentíferas de Sierra Morena, papel que antes había jugado *Carthago Nova* para las del extremo suroriental de la península. No obstante, sin haberse ni mucho menos dicho la última palabra al respecto, en contra de quienes suscriben la hipótesis – sugerente por lo demás – de considerar que Itálica pudiera incluirse en la nómina de colonias latinas hispanas, se puede aducir, como complemento de la argumentación que hemos venido reiteradamente desarrollando con antelación, que, primero, no existe ningún tipo de referencia explícita a una atribución del estatuto latino a la ciudad y, en segundo lugar, se podría pensar que, si la ciudad hubiera sido colonia latina en algún momento, los italicenses habrían utilizado en el siglo II d.C. este precedente a la hora de solicitar de Adriano la concesión del derecho propio de las colonias.

Una serie de *tegulae* aparecidas en ciudades tan significativas de la Ulterior como *Carteia*, *Ilipa*, *Hasta Regia*, *Italica* o *Siarum* mencionan a un tal *M. Petrucidius M. f., legatus pro pr(aetore)*, responsable de la realización de actividades constructivas a gran escala en la provincia, junto al que aparecen los *conductores operarum M. Lici(nius)* en *Carteia* y *Hasta Regia*, *Alex(ander)* en Itálica y *Cn. Tarq(uinius)* en *Siarum*. Münzer pensaba se tratase de un legado de Cn. Pompeyo, originario del Piceno, donde se documentan parientes y fue lugar de constatada extracción de amplias clientelas pompeyanas. En este caso una de sus tareas prioritarias consistiría en la fortificación de las ciudades partidarias de la causa pompeyana en el conflictivo año 45, en plena lucha contra César. Como alternativa J. González se decantó por identificarlo con un legado de Augusto, posterior a su segundo viaje a Hispania⁹¹. Últimamente sin embargo se ha propuesto volver a remontarlo a época pompeyana, tanto por la extracción picena del personaje, como por la excepcionalidad del expediente de expresarse en tégulas en calidad de magistrado⁹².

Anteriores a época augustea, e incluso algunos verosíblemente a la Guerra Civil, remontando los más viejos hasta posiblemente la década a los años 60, son ciertos epígrafes funerarios procedentes

⁸⁹ Ripollès/Velaza 2002.

⁹⁰ Abascal 2002.

⁹¹ González 1989 b, p. 517-523; *cfr.* Caballos 2006 a.

⁹² Pena 2008, p. 702.

de la necrópolis más antigua documentada en *Italica*, la situada al suroeste de la ciudad primitiva, en la carretera que desde Santiponce conduce a *Hispalis*, en el cerro allí existente junto al Arroyo del Cernícalo. Se trata de estelas funerarias, algunas de las cuales contienen leyendas muy simples con las típicas fórmulas *AVE* o *SALVE*. Los nombres de los personajes en ellas mencionados demuestran, como era de esperar, tanto su raigambre estrictamente itálica, como en gran medida su extracción servil, de lo que resulta claro ejemplo el caso de *L. Ferronius Calvus*⁹³.

A finales de la República la Península Ibérica no dejó de ser escenario de los enfrentamientos abiertos entre las facciones en lucha, cesarianos y pompeyanos, convirtiéndose en múltiples ocasiones en protagonista de la historia de Roma. Aquí *Italica* y sus gentes siguieron desempeñando un papel de primer orden, haciendo honor a una tradición ya acuñada desde su creación como destacamento militar y enclave de referencia para los soldados, primero, y posible ámbito de asentamiento de exiliados políticos desde el surgimiento de los conflictos entre *optimates* y *populares*.

En la primera fase de la contienda César desplegó su estrategia de combatir las fuerzas pompeyanas acantonadas en la Península Ibérica, antes de que éstas pudiesen unirse a Pompeyo en Oriente. Se pusieron en movimiento grandes masas de tropas por uno y otro bando. *Hispania* hervía. En la Citerior César logró vencer a los generales Lucio Afranio y Marco Petreyo. Mientras tanto, el otro general pompeyano, Varrón, se había hecho fuerte en la Ulterior acumulando recursos. Tenía a su disposición dos legiones : la IIª, reclutada en Italia, y la Vernácula, compuesta por *Hispanienses*. Un edicto de César convocando a una reunión en *Corduba* provocó la defección de muchas ciudades de la causa pompeyana, *Corduba*, *Carmo* y *Gades* entre ellas. Incluso la legión Vernácula desertó, acantonándose en *Hispalis*. En estas circunstancias del año 49 es mencionada *Italica*, aunque sin ninguna cualificación estatutaria, en *Bell. Civ. 2*, 20. El argumento lo dio el cierre de las puertas de la ciudad de *Italica* a Varrón por parte de sus habitantes, como antes lo habían hecho los de Carmona, declarándose partidarios de César cuando éste ya se mostraba triunfante tras su victoria en el Segre. Varrón acabó por entregarse finalmente a César en *Corduba*, donde el general victorioso manifestó su agradecimiento a los provinciales en la asamblea reunida al efecto en la capital provincial. Pacificada tan rápidamente la provincia, César volvió a Roma, dejando como legado de la Ulterior a Quinto Casio Longino. Para su tarea le

⁹³ Stylow 2005, p. 247-262; Caballos 2006 b.

asignó, junto a las legiones II^a y Vernácula, otras dos, la XXI^a y la XXX^a, reclutadas hacía poco en Italia.

Se iniciaba un año, el 48, en el que los italicenses habrían de tener un gran protagonismo en la contienda. Itálica manifestaba así, de forma palpable, el papel que habría de desempeñar como avanzada de la idea de Roma y protagonista política en la provincia. En relación con el estatuto de *Italica* nos interesa la descripción que se hace en el *Bellum Alexandrinum* de la conjura alzada en la capital provincial el año 48 contra el gobernador dejado por César a su regreso a Roma, Q. Casio Longino, cuando éste estaba a punto de cruzar a África respondiendo a la llamada de César⁹⁴. En esta fuente se cita nominalmente a algunos de los conjurados expresamente como munícipes⁹⁵, indicándose que eran naturales de *Italica*⁹⁶. Sin embargo, la referencia, tanto podría implicar una categorización jurídica de la comunidad, como también y buenamente tratarse de una designación genérica, sin compromiso estatutario alguno⁹⁷. En la conjura intervinieron como protagonistas los italicenses L. Munacio Flaco, Tito Vasio y Lucio Mercelo, entre otros. Tras aquellas confusas circunstancias el también italicense *Titus Torius*, legado de las legiones II^a y Vernácula el 48, fue elegido *dux* de las tropas anticesarianas. Más tarde, en el año 46 y dentro ya del último episodio de la Guerra Civil, Cn. Pompeyo envió al mismo Lucio Munacio Flaco a la ciudad de *Ategua* (Teba la Vieja, Castro del Río, Córdoba), asediada por César. Sin embargo, nada nos indican las fuentes del papel jugado por Itálica en los últimos momentos de la

⁹⁴ *Bell. Alex.* 52.2-4 : ...*ex contione se Cordubam recepit, eoque ipso die tempore postmeridiano cum in basilicam iret, quidam Minucius Silo cliens L. Racili libellum, quasi aliquid ab eo postularet ut miles, ei tradit, deinde post Racilium nam is latus Cassii tegebat quasi responsum peteret, celeriter dato loco cum se insinuasset, sinistra corripit aversum dextraque bis ferit pugione. Clamore sublato fit a coniuratis impetus universis. Munatius Flaccus proximum gladio traicit lictorem; hoc interfecto Q. Cassium legatum vulnerat. Ibi T. Vasius et L. Mercello simili confidentia Flaccum municipem suum adiuvant; erant enim omnes Italicenses. At ipsum Longinum L. Licinius Squillus involat iacentemque levibus sauciat plagis...*

⁹⁵ Los nombres de los conjurados contra el gobernador Q. Casio Longino que el *Bellum Alexandrinum* nos transmite son, citados por orden alfabético : *Annius Scapula*, *Calpurnius Salvianus*, *L. Laterensis*, *L. Licinius Squillus*, *Manilius Tusculus*, *L. Mercello*, *Minucius Silo* (*cliens L. Racili*), *L. Munatius Flaccus*, *L. Racilius*, *Q. Sestius* y *T. Vasius*. Entre ellos destaca sobre todo *L. Munatius Flaccus*, personaje de gran riqueza, con la que pudo comprar a Longino el perdón por su actuación en la conjura del 48. El año 46 organizó por encargo de Pompeyo la defensa de *Ategua* contra las tropas cesarianas. Luego traicionó a Pompeyo para dirigirse con una petición de clemencia a César, tras los que lo vemos formando parte del ejército cesariano.

⁹⁶ Caballos 1994, p. 44 ss.

⁹⁷ Galsterer 1997.

contienda, a no ser de nuevo otros hechos puntuales protagonizados por algunos italicenses, como aquel *Q. Pompeius Niger, eques Romanus Italicensis*, que, formando parte del bando cesariano, intervino en combate singular contra el pompeyano *Antistius Turpio* poco antes de Munda.

Tras la guerra, *Italica* no sufrió el castigo que, por la fórmula de la *deductio* de colonos en su solar, experimentaron otras ciudades como la misma vecina *Hispalis*. Por el contrario, en monedas de época augustea aparece citada la ciudad como *Munic. Italic., Genio Populi Romani* o *Iulia Augusta Mun(icipium) Italic(ensium)*⁹⁸. También en un epígrafe funerario romano dedicado a una tal *Iunia Amoena*, ésta aparece descrita como *ex provinci[a] Baetica, municipi[o] Italica*⁹⁹. Por mencionarse la Bética podemos asignarle una fecha *post quem* de entre el 25 y el 12 a.C., cuando se creó la provincia, desgajada de la antigua Ulterior. Si bien J. González lo ha considerado *municipium iuris latini*¹⁰⁰, retomando la tesis de C. Saumagne, ya refutada de antemano por muchos¹⁰¹, se asume generalmente y con buenos fundamentos, planteamiento al que me adhiero, que se trataría de un *municipium civium Romanorum*¹⁰².

Pero, ¿desde cuándo ostentaba *Italica* la categoría municipal? Para A. Padilla el estatuto municipal le habría sido atribuido a la ciudad, no a finales de la contienda civil, sino ya como consecuencia de la *lex Iulia de civitate latinis et sociis danda* del 89 a.C., por lo que esta ciudad experimentaría en *Hispania* la misma transformación que las colonias latinas al sur del Po¹⁰³. La dificultad para ello estriba en el hecho de que, frente a Italia, la Ulterior era provincia, con las afectaciones institucionales que se derivan para su territorio y las comunidades en él asentadas. Ello supone que *Italica* sólo podría haberse beneficiado de esta transformación por una concesión individual, y no por una decisión genérica resultado de unas circunstancias ajenas al territorio y a la específica trayectoria histórica de la ciudad. Además, como bien hace ver H. Galsterer, el que *Italica* no ostentase entre sus epítetos el calificativo de *Iulia* no tiene por qué

⁹⁸ Vives IV 126 y 127.7. Según F. Chaves las más antiguas de estas monedas serían del 16 a. C., no del 23 a. C. como hasta ahora se había venido diciendo (Chaves 2008).

⁹⁹ Ricci 1992, p. 111 s.; *AE* 1992, 153; *AE* 1996, 108.

¹⁰⁰ González 1984, p. 24 ss.

¹⁰¹ E. g., Sherwin White, «Review of Saumagne», *JRS* 58, 1969, p. 269 s. y, del mismo, p. 337 ss., o, en España más recientemente, García Fernández 1991, p. 33-35.

¹⁰² Así, e. g., Wiegels 1985, p. 44.

¹⁰³ Escacena/Padilla 1992, p. 78 s.

significar necesariamente que hubiese obtenido rango privilegiado con antelación a César¹⁰⁴.

Para Kubitschek¹⁰⁵, Hübner¹⁰⁶, Schulten, Wegner, Broughton, Tovar, Brunt¹⁰⁷ y Galsterer sería así municipio al menos desde César. J. González¹⁰⁸ cree que debió obtener el estatuto, bien con antelación a las guerras civiles, bien por obra del mismo César¹⁰⁹, excluyendo él la posibilidad de atribuirlo a Augusto por la inexistencia de la tribu *Galeria* en *Italica*¹¹⁰. En sentido diferente Thouvenot, Henderson, Grant, Vittinghoff – sólo como posibilidad – y Wilson asignaban a Augusto aquella iniciativa.

De aceptarse que César fuese quien concedió el estatuto municipal a *Italica*, pudo haberlo hecho el año 49, en la misma época que lo atribuyó a *Gades*. Por entonces, tras *Ilerda*, *Italica*, como dijimos, había cerrado las puertas a Varrón. Podría considerarse ésta la motivación que presuntamente justificase tal concesión cesariana; de la que en todo caso no existe documentación probatoria, además de que *Italica* tenía un carácter muy diferente del de la púnica Cádiz. Para momentos posteriores parece poco verosímil, dado el comportamiento básicamente favorable a la causa pompeyana de los italicenses. La intervención de César en el ámbito del Guadalquivir consistió fundamentalmente en la fundación de colonias, siendo la excepcional concesión del estatuto municipal a *Ullia* una consecuencia de la lealtad manifestada por esta comunidad durante la última campaña en la *Ulterior*, de lo que difiere el caso de *Italica*¹¹¹.

La atribución de la concesión de la categoría municipal a *Italica* por César no aparece explícita en ninguna fuente, e incluso el término «*municipes*» utilizado en el *Bellum Alexandrinum* muy buenamente pudo no haber sido usado técnicamente para referir el estatuto jurídico de la ciudad, sino sólo como fórmula genérica de identificar un mismo paisanaje en una comunidad que de antiguo hacía uso de fórmulas cívicas de etiología latina¹¹². Con ello se puede suponer asimismo como alternativa que la categoría municipal pudiera deberse teóricamente también a Augusto. Éste tendría buenamente ocasión y motivo suficiente para un tal otorgamiento

¹⁰⁴ Galsterer 1971, p. 10.

¹⁰⁵ Kubitschek 1882, p. 177.

¹⁰⁶ RE 9.2283 ss. CIL II, p. 145, *praefatio s. v. Italica, colonia V...*

¹⁰⁷ Brunt 1987, p. 602.

¹⁰⁸ González 1998, p. 40.

¹⁰⁹ González 1984, p. 24 ss.

¹¹⁰ Cfr. González 1989 a, p. 144-145.

¹¹¹ Caballos 1994, p. 61 ss.

¹¹² En este sentido Thouvenot 1940, p. 181; Grant 1969, p. 171 ss., esp. p. 173, al que sigue Vittinghoff 1952, p. 149; Henderson 1942, p. 11; Wilson 1966, p. 38, n. 9; y Knapp 1977, p. 112.

del estatuto municipal. *Italica* para entonces ya estaría de sobras institucionalmente madura para ello. La presumible ocasión la brindaría su segundo viaje a la Galia e Hispania, datado entre el verano del 16 y el del 13 a.C. La estancia en la Bética durante aquel periplo sería la base que fundamentó la definitiva reorganización de esta provincia. Si Augusto fuese efectivamente quien otorgase a *Italica* el estatuto municipal, podríamos aducir la trayectoria paralela de *Utica*, municipio augusteo y luego mencionado por Aulo Gelio junto con *Italica* por haber ambas localidades solicitado y obtenido del emperador Adriano la concesión del derecho propio de las colonias¹¹³.

Así de inconcluso el debate sobre la autoría de la atribución del título municipal a Itálica, en agosto de 1984 fue recuperado en el ámbito en el que se hubo de situarse el foro de *Italica* un mosaico de *opus signinum* que conservaba parcialmente su leyenda. Los excavadores adelantaron un presumible datación de hacia finales del siglo I a.C.¹¹⁴. J. Gil, cuando aún estaban en proceso la recuperación y el estudio arqueológico, basándose exclusivamente en la lectura por entonces aún provisional del texto interpretó: [---] *M(arcus)? Trahius C[---] / de stipe idem(ue) caui[las de sua pecunia coerauit]*, restituyendo el cargo del magistrado, de acuerdo con la formulación habitual, como *praetor*. Por mi parte en su momento, tras la correspondiente y prolija argumentación, propuse la siguiente restitución: *M(arcus) Trahius C(ai) f(ilius) pr(aefectus, -aetor?) Ap(ollini, -ollinensium?) [templum?] / de stipe idemque caul[as d(e) s(ua) p(ecunia) f(acienda, -aciendum?) c(uravit)?)*. A. M^a. Canto, por su parte¹¹⁵, restituyó: *M(arcus) Trahius C(aii) f(ilius) pr(aetor) Ap[ollinis aedem?] / de stipe idem(que) caul[as d(e) s(ua) p(ecunia) f(aciendum) coir(avit)?)*.

Condicionado por la atribución arqueológica de una datación tardorrepublicana o incluso ya augustea al mosaico¹¹⁶, las posibilidades teóricas que consideré para interpretar la función en cuyo desempeño *M. Trahius*, personaje de verosímil extracción picena y antepasado del futuro emperador Trajano, llevó a cabo la actividad edilicia fue que se tratase, bien de un *praefectus* municipal o de un

¹¹³ Caballos 1994, p. 61 ss.

¹¹⁴ Sobre el mosaico y la inscripción véase Amores/Rodríguez Hidalgo 1986; Gil 1986; *AE* 1987, 494; Caballos 1987-88; *AE* 1988, 707; *CILA*, Se 578; Gómez Pallarés 1997, p. 126-128 (SE 1); A. M^a. Canto, *HEp* 3, 1993, n^o 350; Curchin 1993, p. 84; Galsterer 1997, p. 59-60; Canto 1999, p. 173-182, láms. 8-9; A. M^a. Canto, *HEp* 9, 1999 [2003], p. 172-174, n^o 509; Caballos 2003, p. 251-252; Stylow 2005, p. 255 y 261, n^o 22; y Díaz Ariño 2008, U23, p. 208 s.

¹¹⁵ Canto 1999 (siguiendo y desarrollando *HEp* 3, 1993, n^o 350), resumido en *HEp* 9, 509; sobre la familia Canto 2003 a; y Canto 2003 b, p. 33-74.

¹¹⁶ Amores/Rodríguez Hidalgo 1986.

praetor, bien incluso de un *praefectus collegii*. En función de la datación propuesta por los arqueólogos, preferí entonces la hipótesis de pensar que fuese, como genearca¹¹⁷, precisamente el *praefectus pro duoviris* que habría regido la vida de la comunidad en el período de interinidad constituyente tras la concesión por parte de Augusto del estatuto municipal. Curchin interpretó el puesto como el de *praefectus* – esto es, *curator – templi*¹¹⁸. Galsterer asumió la doble posibilidad de que se tratase, bien de un *praefectus pro Ilviris*, bien de un *praefectus operis*¹¹⁹. A. Canto¹²⁰, en la línea de Gil, identificó al personaje como *praetor* municipal anterior a César, en consonancia con su línea interpretativa de suponer que *Italica* habría sido colonia latina antes de su transformación estatutaria en municipio¹²¹. Consideró por ello que no se podía mantener para el mosaico la fecha augustea, proponiendo como alternativa, por análisis formal, estilístico y epigráfico, una cronología de entre 100-50 a.C. y más concretamente de hacia el 90-70 a.C.

Contra esa interpretación no únicamente aduje el modelo que en su momento consideraba más plausible para el desarrollo institucional de la ciudad¹²², sino asimismo los argumentos que me llevaron a justificar una datación augustea para el epígrafe, siendo así que debe tratarse de una inscripción contemporánea del personaje que ejecutó la obra. Entre estos argumentos estaban los de carácter arqueológico¹²³, a los que sumábamos los paleográficos, en apoyo de la propuesta de una fecha augustea, verosíblemente antes del cambio de Era¹²⁴. A. U. Stylow, en la misma línea, afirmó que «La técnica empleada... si bien no permite precisar la cronología con criterios paleográficos, no contradice la establecida por el estudio de los materiales arqueológicos, es decir, a finales de la República».

Últimamente, en su repertorio de inscripciones republicanas de *Hispania*, B. Díaz Ariño¹²⁵ indica, por una parte que el cargo de *praetor* es propio de los municipios latinos italianos, pero asimismo

¹¹⁷ Caballos 2006 a, p. 407-431.

¹¹⁸ Curchin 1993, p. 84.

¹¹⁹ Galsterer 1997, p. 59-60.

¹²⁰ *HEp* 3, 350.

¹²¹ Canto 1992, p. 115-137.

¹²² Según los argumentos expuestos, *e. g.*, en Caballos 1987-88; Caballos 1994, p. 25 ss. y 61 ss.; Caballos 2003, p. 251 s.

¹²³ Amores/Rodríguez Hidalgo 1986, p. 561.

¹²⁴ Véanse, *e. g.*, las *M* de trazos simétricos, los refuerzos, cuidadosamente marcados utilizando varias teselas, en los pies de *P*, los finales de *S* y *C*..., la utilización de *IDEMQ* y no *EIDEMQ*, la *Q* redonda con apéndice largo recto...

¹²⁵ Díaz Ariño 2008, U23, p. 208 s.

está atestiguado en comunidades peregrinas de *Hispania*, tanto de época republicana como de comienzos del Imperio. Mientras que, por otra, al tratar de la cronología del mosaico, dice que «El contenido de la inscripción, su paleografía, así como la tipología del pavimento y su decoración a base de retículas de rombos y esvásticas, con paralelos bien fechados tanto en Italia como en la Península Ibérica entre finales del siglo II y comienzos del I a. e., permiten datar esta pieza en la primera mitad del siglo I a. e.»¹²⁶.

Este mosaico de *Trahius* no era el único de *signinum* aparecido en *Italica* hasta ahora, ya que en la colección de láminas de Demetrio de los Ríos se incluía otro¹²⁷. Para una comparación entre ambos, la carencia de contexto arqueológico conocido para el de D. de los Ríos, la diferente decoración y la falta de leyenda impiden extraer consecuencias de significación, especialmente en lo que se refiere a la datación. El que se tratase de una fórmula musiva de amplísima pervivencia, desde que fuera introducido el modelo en *Hispania* en la segunda mitad del siglo II a.C.¹²⁸, la carencia de contexto arqueológico conocido para el de D. de los Ríos, la diferente decoración y la falta de leyenda impiden, a partir de la comparación entre ambos, extraer consecuencias de significación, especialmente en lo que se refiere a la datación. Son escasos los mosaicos de este tipo procedentes de *Hispania* que contienen inscripciones latinas¹²⁹, no existiendo un paralelismo ni formal, ni estilístico entre el mosaico de *Trahius* y los restantes que habían ido apareciendo con antelación en la Península Ibérica, además de que éstos proceden de ámbitos muy distantes de *Italica*¹³⁰.

Así las cosas, tras la recuperación del mosaico de *Trahius* han aparecido otros, que permiten reconsiderar profundamente el tema. El año 1993 se descubrió un mosaico en los alrededores de Cartagena¹³¹, que como el del próximo cerro del Molinete¹³², también

¹²⁶ Para los paralelos italianos B. Díaz Ariño remite a Morricone 1971 y Coarelli 1996.

¹²⁷ Fernández 1998, n° 27, p. 182 s.

¹²⁸ Díaz Ariño 2008, p. 70-72.

¹²⁹ Cinco en total en el repertorio de Díaz Ariño, con las referencias C16, C17, C52, C105, más el de *Trahius*, al que le asigna la referencia U23.

¹³⁰ El del Cerro del Molinete de Cartagena, fechado hacia fines del siglo II a. C. por la carencia de decoración y el irregular trazado de las letras (C17), el de Mazarrón, prov. de Murcia, con decoración de rombos, que ha sido datado entre fines del II y la primera mitad del I a. C., correspondiente posiblemente a una sede colegial (C52), y el de El Burgo de Ebro, prov. de Zaragoza, carente de decoración y con un trazado poco esmerado del texto, correspondiente a una actuación edilicia, para el que se ha propuesto una datación quizás de fines del siglo II a. C. (C105).

¹³¹ Díaz Ariño 2008, C16, p. 108 s.

¹³² Díaz Ariño 2008, C17, p. 109 s.

carece de decoración. El texto del pavimento hace referencia a la dedicación de un liberto a Júpiter Estátor. La forma arcaica *qur(avit)*, así como el arcaísmo gráfico han llevado a datar la inscripción entre el último tercio del siglo II y mediados del siglo I a.C. Sin embargo carece de decoración geométrica. Esto y las características formales del signario del mosaico cartageno lo hacen ser muy diferente del de *Trahius*, con mucho el más cuidado y de más perfecta factura y trazado de letras de todos los hallados hasta ahora en la Península Ibérica, amén de que debe tomarse en consideración la lejanía entre Cartagena e *Italica*.

Bastante más próximo por estilo decorativo, aunque de factura más imperfecta que la del mosaico de *Trahius* de *Italica* y carente de texto, es un mosaico de *signinum* parcialmente descubierto en unas excavaciones de urgencia llevadas a cabo en 1991 en Córdoba¹³³. Éste muestra una parte central compuesta por líneas cortándose en ángulos para formar rombos, enmarcada por una franja de esvásticas unidas entre sí con cuadrados entre ellas. Por su parte la cenefa del de *Trahius* es, además de más cuidada en el trazado, mucho más compleja, con al menos tres líneas de esvásticas unidas componiendo un complejo entramado geométrico y sin cuadrados entre ellas. Sobre la datación del mosaico cordobés, esto es lo que escribe el excavador en su sucinto informe para el *Anuario Arqueológico de Andalucía* de 1993¹³⁴: «La cronología concreta de este pavimento ha podido ser establecida además a través del estudio de los restos cerámicos utilizados en su construcción; se trata de fragmentos de cerámica de Barniz negro campaniense de la clase B y uno de la A, en concreto merece destacarse la datación aportada por dos fragmentos de la forma Morel 1441 e 1 del año 90 a.C. Lo que nos permite establecer un término «post quem» a partir de esta fecha... Bajo el pavimento y en el estrato de arcillas UE.146 se halló una moneda republicana de bronce, con cabeza de Jano y proa de nave. Sobre el pavimento se asienta directamente un estrato de tierra roja, arcillosa, derrumbe de adobes, sobre una interfaz de destrucción... El estrato superior presenta una cronología del 75/50 a.C., lo que aporta un término probable 'ante quem' en torno al 50 a.C.; la interfaz (U.E.49) presenta una cronología del 75 +/- 30 a.C.; y el derrumbe de adobes (UE.50) aporta un índice cronológico de 80 +/- 40 a.C. Se trata pues de un ambiente cerámico en la destrucción que muestra la naturaleza misma de los estratos en torno a la década de los 70 a.C. Este dato, junto a la existencia de plegamiento en el pavi-

¹³³ Marfil 1993.

¹³⁴ Marfil 1993, p. 165.

mento, nos permite apuntar la hipótesis de la destrucción y abandono, de la estancia en momento coincidente con el hecho sísmico transmitido por las fuentes literarias, el terremoto del año 75 a.C. en Córdoba». Por mi parte estimo que no debiera excluirse como posibilidad alternativa vincular la destrucción de la habitación que tenía como solado el mosaico de *signinum* a las circunstancias del final de la Guerra Civil y la caída de Corduba en manos cesarianas, de resultas del asedio a que la sometió éste el 45 a.C. tras su victoria en Munda¹³⁵.

A partir de los datos cronológicos que los mosaicos recientemente aparecidos nos aportan, en todo caso una datación relativa, se puede concluir que, por características formales, estilo y decoración musiva, podríamos retrotraer el mosaico de *Trahius* a una fecha más antigua, de entre fines del primer tercio a mediados del siglo I a.C., aunque, en sentido divergente, se podría aducir que un modelo estilístico tan duradero y la morfología del signario permitirían mantener incluso una datación en la segunda mitad del siglo I a.C. En resumidas cuentas y en el estado actual de la cuestión, frente a mi propuesta cronológica inicial, que he ido repitiendo con posterioridad, me parece procedente elevar la horquilla de posibilidades hasta remontar la cronología del mosaico de *Trahius* al entorno de la década de los 60¹³⁶. En ese entorno cronológico deben citarse dos circunstancias históricas vinculadas a la actuación de Julio César : primero la cuestura de la *Hispania Ulterior* por parte de éste el 68 a las órdenes de *Antistius Vetus*¹³⁷, y luego, sobre todo, el gobierno de esta provincia, encomendado el año 61 a.C.¹³⁸. Sabemos en concreto de los beneficios de César para con *Gades*¹³⁹, y él mismo, con ocasión del discurso tenido en *Hispalis* al final de la Guerra Civil, se refirió a su actuación benéfica para con la provincia¹⁴⁰. El mosaico italicense fue dedicado según toda verosimilitud a Apolo, divinidad titular de los *Iulii*. No podemos ir más allá en función de

¹³⁵ *Bell. Hisp.* 34.

¹³⁶ Con todo, para una datación definitiva y más ajustada del mosaico aun no está ni mucho menos dicha la última palabra. En concreto estamos a la espera de la publicación de un nuevo mosaico de *signinum* con inscripción recientemente aparecido en Sevilla, la antigua *Hispalis*, a poco más de una docena de kilómetros de *Italica*. Encontrado en las excavaciones llevadas a cabo en la Avenida de Roma, junto al Palacio de San Telmo, inmediato al cauce fluvial del *Baetis*, y aún en estudio, de él por ahora, según la información verbal recibida, sólo podemos indicar que parece datarse en época de Augusto, y que el texto, con la mención de los dedicantes, hace referencia a una posible dedicación a Mercurio.

¹³⁷ Broughton 1952, Vol. II, p. 132 s., con la correspondiente documentación.

¹³⁸ Broughton 1952, Vol. II, p. 180, con la correspondiente documentación.

¹³⁹ Cicerón, *Pro Balbo* 43.

¹⁴⁰ *Bell. Hisp.* 42.

la documentación ahora disponible, pero la teórica posibilidad de una más concreta vinculación queda plenamente abierta. Si hubiese que excluir definitivamente mi primera propuesta de considerar a *M. Trahius* un *praefectus pro duoviris* de la etapa constituyente del municipio italicense, retornaríamos a su consideración como pretor. Sigo prefiriendo, mejor que vincular el cargo al ámbito colegial, considerarlo un magistrado urbano.

Julio César fue asesinado en Roma el 15 de marzo del 44 a.C. Si bien con ello no retornaría inmediatamente la paz a la provincia, la etapa que se inauguraba con la muerte del dictador supuso un viaje sin retorno en la instauración de un nuevo régimen político, el imperial, y un nuevo panorama de la gestión provincial, que acabaría por superponerse y definitivamente sustituir a las caducas fórmulas de organización de la ciudad-estado republicana. En definitiva, la transformación de la Roma imperial en el Imperio romano. Como consecuencia de un magno proceso de integración y vertebración, a no tardar mucho, el enemigo racial de hacía tiempo, sumado al adversario político del inmediato pasado, pasarían a la consideración de ciudadanos del Estado Imperial romano. En época de Augusto, como resultado de la gestación operativa de una concepción del Imperio integradora en contraste con la republicana, se desarrollaron amplias posibilidades de promoción dentro de la provincia, valorándose la Bética también como referente plenamente romano.

Con el final de la Guerra Civil y la instauración del Principado los italicenses perdieron su capacidad de iniciativa política en contraste con el papel militar desempeñado en la contienda civil. A cambio, mediante la aceptación de las nuevas fórmulas políticas, a algunos pocos escogidos de entre ellos se les abrió la vía de la lenta pero progresiva promoción social y la coparticipación en las tareas de la administración imperial. *Italica* se encontraba al respecto en una situación de partida especialmente ventajosa. El prestigio de esta comunidad, derivado del carácter itálico de su génesis y la antigüedad de sus tradiciones, comenzó a dar sus frutos a partir de aquellos momentos en un proceso ininterrumpido de promoción de los más escogidos de entre los italicenses. La Guerra Civil, explosión de energía dilapidada durante la contienda, liberó unas fuerzas que encontraron un cauce de manifestación constructiva en época de Augusto. El mantenimiento de la efervescencia histórica, que había generado la revolución que acabó en contienda fratricida, tuvo su corolario en forma de una febril actividad creativa y transformadora durante la etapa siguiente.

Los cambios experimentados por la Bética en la muy dilatada época augustea, posibilitados por la situación de paz y estabilidad y por la ilusión colectiva que les acompañaron, fueron múltiples. La ampliación del marco de intereses, las mayores necesidades y los

superiores recursos organizativos posibilitaron una reordenación económica – basada en la producción y no sólo en las exacciones – y con ello también política, que supuso de forma progresiva la plena incorporación de la zona donde se había desarrollado la segunda campaña de la Guerra Civil, el corazón de la Andalucía agrícola. Desde el punto de vista administrativo es entonces cuando fue creada la provincia de la Bética, desgajada de la antigua Ulterior, demasiado heterogénea como para ser gestionada unitariamente. A la par se completó el programa colonizador de César y se otorgaron estatutos de municipalidad estandarizados según los presupuestos de la legislación municipal augustea, remedo del de la Urbe, ahora reordenada.

La obtención de la categoría municipal por sí sola no implicaba ninguna cesura en las fórmulas de gestión comunitaria, por lo que las ciudades merecedoras de tal promoción podrían seguir rigiéndose de acuerdo con sus propias instituciones y sus fórmulas administrativas consuetudinarias. Sea quien fuese el que atribuyese la categoría municipal a Itálica – bien César, bien Augusto –, se debe sin duda precisamente a este último la asignación a la ciudad de un estatuto administrativo redactado de acuerdo con el canon romano y expresado en una ley estandarizada, lo que supone la implantación del régimen duunviral. Esta concesión estatutaria sí que implicó una profundísima revolución organizativa en la vida administrativa y política italicense, desembocando la promulgación de este texto legal en la plena identidad de *Italica* con los cánones normativos que identifican la romanidad imperial.

Responsables de la difusión y consolidación de estos modelos funcionales siguiendo el patrón romano fueron unas elites locales que, a cambio de la progresiva pérdida de sus vínculos capitalinos, acabaron identificándose íntimamente con su municipalidad y su provincia, ámbitos de progreso económico y de promoción personal y familiar. Es ahora la epigrafía y no ya la documentación literaria la que permite identificar a las que se van a consolidar como stirpes aristocráticas locales, las de los *Aelii*, *Herii*, *Pontii*, *Titii*, *Traii*, *Ulpii*... En el teatro italicense quedan nobilísimas huellas de la magnificencia edilicia de algunos de estos genearcas, entre quienes se cuentan Lucio Blatio Trajano Polión y Gayo Titio Polión, altos magistrados locales y pontífices del culto a Augusto conocidos por las donaciones que registra la inscripción de la *orchestra*¹⁴¹, Lucio Herio, otro pontífice, cuyo *cursus* y actuación evergética se describen en una inscripción del *iter meridional*¹⁴², o también Lucio

¹⁴¹ *AE* 1978, 402.

¹⁴² *AE* 1983, 522.

Pontio, conocido por el pedestal de estatua ecuestre dedicado por su hija en el pórtico adosado a la trasera del escenario¹⁴³. El proceso de monumentalización formal en que confluyeron la labor pionera del emperador y la de estos próceres locales no es sino una muestra más de las consecuencias de la situación de bonanza económica de los tiempos unida a la estabilidad social, tan añorada en tiempos anteriores. Todo ello, junto al desarrollo institucional y administrativo que supone la implementación de los esquemas organizativos de la gestión municipal calcados de los de la Urbe hacen que la época de Augusto marque un hito grandilocuente en la evolución histórica de una de las ciudades más emblemáticas de la *Hispania* romana.

Antonio CABALLOS RUFINO

(Université de Séville)

BIBLIOGRAFÍA

- Abascal 2002 = J. M. Abascal, «La fecha de la promoción colonial de Carthago Nova y sus repercusiones edilicias», *Mastia* 1, 2002, p. 21-44.
- Alföldy 1987 = G. Alföldy, *Römisches Städtewesen auf der neukastilischen Hochebene. Ein Testfall für die Romanisierung*, Heidelberg, 1987.
- Amores/Rodríguez Hidalgo 1986 = F. Amores y J. M. Rodríguez Hidalgo, «Pavimentos de *opus signinum* en Itálica», *Habis* 17, 1986, p. 549-564.
- Arrigoni 2004 = M. G. Arrigoni Bertini, «L'epigrafe di L. Mummio in Parma alla luce di tre inediti borghesiani», en *Parma Romana. Contributo alla Storia della città*, Parma 2004, p. 59-83.
- Bandelli 2002 = G. Bandelli, «La colonizzazione romana della Penisola Iberica da Scipione Africano a Bruto Callaico», *Hispania terris omnibus felicior. Atti del Convegno Internazionale, Cividale del Friuli, 27-29 settembre 2001*, Pisa, 2002, p. 105-142.
- Beltrán 1997 = J. Beltrán Fortes, «Luxuria helenística en la Hispania tardor-republicana», en R. Urías, F. J. Presedo, P. Guinea y J. M. Cortés, coords., *Xaire : Homenaje al profesor Fernando Gascó*, Sevilla, 1997, p. 317-322.
- Broughton 1987 = T. R. S. Broughton, *The Magistrates of the Roman Republic*, Cleveland 1952.
- Brunt 1987 = P. A. Brunt, *Italian Manpower. 225 B. C. – A. D. 14*, Oxford, 1987.
- Caballos 1987-88 = A. Caballos Rufino, «M. Trahius, C. f., magistrado de la Itálica tardor-republicana», *Habis* 18-19, 1987-88, p. 299-317.

¹⁴³ *AE* 1985, 550.

- Caballos 1994 = A. Caballos Rufino, *Itálica y los italicenses. Aproximación a su historia*, Sevilla, 1994.
- Caballos 2003 = A. Caballos Rufino, «Aportaciones epigráficas al estudio del papel de los precedentes familiares en la promoción de los *Vlpii Traiani*», en S. Armani, B. Hurlet-Martineau y A. U. Stylow, eds., *Epigrafía y sociedad en Hispania durante el Alto Imperio : estructuras y relaciones sociales. Actas de la Mesa Redonda organizada por la Casa de Velázquez, el Centro CIL II de la Universidad de Alcalá y L'Année Épigraphique, Madrid – Alcalá de Henares, 10-11 de Abril de 2000 = Acta Antiqua Complutensia IV*, Alcalá de Henares, 2003 [aparecido en 2004], p. 241-267.
- Caballos 2006 a = A. Caballos Rufino, «Genearcas en los procesos de integración del Bajo valle del *Baetis*», en A. Sartori y A. Valvo, eds., *Hiberia Italia – Italia Hiberia*, Milán, 2006, p. 407-431.
- Caballos 2006 b = A. Caballos Rufino, «Implantación territorial, desarrollo y promoción de las elites de la Bética», en A. Caballos Rufino y S. Demougin, eds., *Migrare. La formation des élites dans l'Hispanie romaine*, Burdeos, 2006, p. 241-271.
- Caballos 2006 c = A. Caballos Rufino et al., *El nuevo bronce de Osuna y la política colonizadora romana*, Sevilla, 2006.
- Canto 1985 a = A. M^a. Canto, *Epigrafía romana de Itálica*, Madrid, 1985.
- Canto 1985 b = A. M^a. Canto, «*Die vetus urbs von Italica : Probleme ihrer Gründung und ihrer Anlage*», *MM* 26, 1985, p. 137-148.
- Canto 1986 = A. M^a. Canto, «Un nuevo documento de Paulo Emilio en la Hispania ulterior (*CIL* I, 546 = *CIL* II, 1119)», *Epigrafía hispánica de época romano-republicana*, Zaragoza 1986, p. 227-234 = *Epigraphica* 47, 1985, p. 9-19.
- Canto 1991 = A. M^a. Canto, «*Colonia Patricia Corduba : nuevas hipótesis sobre su fundación y nombre*», *Latomus* 50, 1991, p. 846-857.
- Canto 1992 = A. M^a. Canto, «*Colonia Aelia Augusta Italica : Geschichte und Archäologie*», *Andalusien zwischen Vorgeschichte und Mittelalter*, Colonia, 1992, p. 115-137.
- Canto 1997 = A. M^a. Canto, «Algo más sobre Marcelo, Corduba y las colonias romanas del año 45 a.C.», *Gerión* 15, 1997, p. 253-282.
- Canto 1999 = A. M^a. Canto, «*La vetus urbs de Itálica, quince años después. La planta hipodámica de D. Demetrio de los Ríos y otras novedades*», *CuPAUAM* 25/2, 1999 [2002], p. 145-191.
- Canto 2003 a = A. M^a. Canto, *Las raíces béticas de Trajano. Los Traii de la Itálica turdetana y otras novedades sobre su familia*, Sevilla, 2003.
- Canto 2003 b = A. M^a. Canto, «Los Traii béticos : revisiones y novedades sobre la familia y los orígenes de Trajano», *XIX Centenario del emperador Trajano. Actas del Curso de Verano de la U. C. M. dirigido por J. M^a. Blázquez Martínez, julio 1998*, en J. M^a. Blázquez y J. Alvar, eds., Madrid, 2003, p. 33-74.
- Chaves 2008 = F. Chaves Tristán, «*Lupa Romana. Municipium Italicense : una mirada al pasado*», en E. La Rocca, P. León, C. Parisi, eds., *Le due Patrie acquisite. Studi di Archeologia dedicati a Walter Trillmich. Supplemento del Bullettino Della Commissione Archeologica Comunale di Roma* 18, Roma, 2008, p. 117-127.

- Coarelli 1996 = F. Coarelli, «Gli scavi di Fregellae e la cronologia dei pavimenti repubblicani», *Atti del II colloquio dell'associazione italiana per lo studio e la conservazione del mosaico*, Bordighera, 1996, p. 17-30.
- Curchin 1993 = L. A. Curchin, «Local elites in Baetica in the time of Trajan», *Imp. Caes. Nerva Traianus Aug.*, Sevilla, 1993, p. 77-86.
- Díaz Ariño 2008 = B. Díaz Ariño, *Epigrafía latina republicana de Hispania*, Barcelona, 2008.
- Escacena/Padilla 1992 = J. L. Escacena Carrasco y A. Padilla Monge, *El poblamiento romano en las márgenes del antiguo estuario del Guadalquivir*, Sevilla, 1992.
- Fernández Gómez 1998 = F. Fernández Gómez, *Las excavaciones de Itálica y Don Demetrio de los Ríos a través de sus escritos*, Córdoba, 1998.
- Galsterer 1971 = H. Galsterer, *Untersuchungen zum römischen Städtewesen auf der Iberischen Halbinsel*, Berlín, 1971.
- Galsterer 1996 = H. Galsterer, «Diritto latino e municipalizzazione nella Baetica», *RHA* 2, 1996, p. 211-221.
- Galsterer 1997 = H. Galsterer, «Die Stadt Italica : Status und Verwaltung», *Italica MMCC*, Sevilla 1997, p. 49-64 (versión española, «La ciudad de Itálica : estatuto y administración», trad. de A. Caballos Rufino, *ibid.*, 196-205).
- García Fernández 1991 = E. García Fernández, «El *ius latii* y los municipia latina», *Studia Historica* 9, 1991, p. 29-41.
- García Fernández 2001 = E. García Fernández, *El municipio latino. Origen y desarrollo constitucional*, Madrid, 2001.
- Gil 1986 = J. Gil, «La inscripción italicense de *Trahius*», *Gerión* 4, 1986, p. 325-327.
- Gómez Espelosín 2007 = J. Gómez Espelosín, trad., presentaciones, notas y comentarios de G. Cruz Andreotti, M. V. García Quintela y J. Gómez Espelosín, *Estrabón, Geografía de Iberia*, Madrid, 2007.
- Gómez Pallarés 1997 = J. Gómez Pallarés, *Edición y comentario de las inscripciones sobre mosaico de Hispania. Inscripciones no cristianas*, Roma, 1997.
- González 1984 = J. González Fernández, «Itálica, Municipium iuris latini», *MCV* 20, 1984, p. 17-43.
- González 1989 a = J. González Fernández, «Urso : ¿tribu Sergia o Galeria?, en *Id.*, ed., *Estudios sobre Urso Colonia Iulia Genetiva*, Sevilla, 1989, p. 133-153.
- González 1989 b = J. González Fernández, «*M. Petrucidius M. f. legatus pro pr.*», *Athenaeum* 57, 1989, p. 517-523.
- González 1998 = J. González Fernández, «Las fundaciones de Augusto en la Bética y la tribu Galeria», en J. Mangas, ed., *Italia e Hispania en la crisis de la República Romana. Actas del III Congreso Hispano-Italiano (Toledo, 20-24 de septiembre de 1993)*, Madrid, 1998, p. 33-50.
- Grant 1969 = M. Grant, *From Imperium to Auctoritas. A historical study of aes coinage in the Roman Empire*, Cambridge 1969.
- Henderson 1942 = M. I. Henderson, «Iulius Caesar and Latium in Spain», *JRS* 32, 1942, p. 1-13.
- Knapp 1977 = R. C. Knapp, *Aspects of the Roman experience in Iberia, 206-100 b. C.*, Valladolid, 1977.

- Knapp 1983 = R. C. Knapp, *Roman Cordoba*, Berkeley, 1983.
- Kubitschek 1882 = W. Kubitschek, *De Romanorum Tribuum origine ac propagatione*, Viena, 1882.
- Laffi 2001 = U. Laffi, «Linee di sviluppo della colonizzazione romana dalla fine della Guerra Annibalica all'età graccana», en *Iuris Vincula. Studi in onore di Mario Talamanca IV*, Nápoles, 2001, p. 519-530.
- Laffi 2007 = U. Laffi, *Colonie e municipi nello Stato romano*, Roma, 2007.
- Le Roux 2006 = P. Le Roux, *Romanos de España. Ciudades y política en las provincias (siglo II a.C. – siglo III d.C.)*, Barcelona, 2006.
- Marfil 1993 = P. Marfil Ruiz, «Resultados de la I. A. U. En la Avenida del Gran Capitán nº 2 de Córdoba (15 de Noviembre de 1990 a 15 de enero de 1991)», *AAA 1993, III. Actividades de Urgencia*, p. 161-169.
- Marín 1988 = M^a. A. Marín Díaz, *Emigración, colonización y municipalización en la Hispania republicana*, Granada, 1988.
- Marín 2002 = M^a. A. Marín Díaz, «Observaciones sobre las colonias latinas en la Hispania meridional», en C. González Román y A. Padilla Arroba, eds., *Estudios sobre las ciudades de la Bética*, Granada, 2002, p. 277-287.
- Morricone 1971 = M. L. Morricone, *Pavimenti di signino repubblicani di Roma e dintorni*, Roma, 1971.
- Ortiz de Urbina 2000 = E. Ortiz de Urbina Álava, *Las comunidades hispanas y el derecho latino*, Vitoria, 2000.
- Pellicer 1998 = M. Pellicer, «Los cortes estratigráficos de Itálica y su contribución al estudio de la dinámica histórico-cultural del yacimiento», *Boletín de la Real Academia de Bellas Artes de Santa Isabel de Hungría*, 1998, p. 145-186.
- Pellicer/Hurtado/De la Bandera 1982 = M. Pellicer, V. Hurtado y M^a. L. de la Bandera, «Corte estratigráfico de la Casa de Venus», *Actas de las primeras Jornadas sobre excavaciones arqueológicas en Itálica*, EAE, Madrid, 1982, p. 1-20.
- Pena 1984 = M^a. J. Pena Gimeno, «Apuntes y observaciones sobre las primeras fundaciones romanas en Hispania», *Estudios de la Antigüedad* 1, 1984, p. 49-85.
- Pena 1988 = M^a. J. Pena Gimeno, «Nota sobre Livio, XLIII, 3. La fundación de la Colonia de Carteia», *Espacio, Tiempo y Forma*, Serie II, H^a Antigua, 1988, p. 267-276.
- Pena 2008 = M^a. J. Pena Gimeno, «Consideraciones sobre epigrafía republicana de la Citerior : el caso de *Carthago Nova*», en J. Uroz, J. M. Noguera y F. Coarelli, eds., *Iberia e Italia : Modelos romanos de integración territorial*, Murcia, 2008, p. 687-710.
- Ricci 1992 = C. Ricci, «Hispani a Roma», *Gerión* 10, 1992, p. 103-143.
- Ripollés/Velaza 2002 = P. P. Ripollés y J. Velaza, «*Saguntum, colonia latina*», *ZPE* 141, 2002, p. 285-291.
- Saumagne 1962 = Ch. Saumagne, «Une colonie latine d'affranchis : Carteia (Tite Live, H. R., 43, 8)», *Revue Historique de droit français et étranger* 40, 1962, p. 135-152.
- Sherwin White 1973 = A. N. Sherwin White, *The Roman Citizenship*, Oxford, 1973.
- Stylow 1996 = A. U. Stylow, «De Corduba a Colonia Patricia : la fundación de la Corduba romana», en P. León, coord., *Colonia Patricia Corduba :*

- una reflexión arqueológica (Actas del Coloquio Internacional «Colonia Patricia Corduba»)*, Córdoba, 1996, p. 77-85.
- Stylow 2005 = A. U. Stylow, «Fuentes epigráficas para la Historia de la Hispania Ulterior en época republicana», en E. Melchor Gil, J. Mellado Rodríguez y J. F. Rodríguez Neila, *Julio César y Corduba: tiempo y espacio en la campaña de Munda (49-45 a.C.)*, Córdoba, 2005, p. 247-262.
- Thouvenot 1940 = R. Thouvenot, *Essai sur la province romaine de Bétique*, París, 1940.
- Torelli 1997 = M. Torelli, «Nuevos colonos, nuevas colonias: esbozo de un modelo», *Hispania Romana. Desde tierra de conquista a provincia del Imperio*, Madrid, 1997, p. 99-106.
- Vittinghoff 1952 = Fr. Vittinghoff, *Römische Kolonisation und Bürgerrechtspolitik unter Caesar und Augustus*, Wiesbaden, 1952.
- Wegner 1954 = M. Wegner, «Italica», *Gymnasium* 61, 1954, p. 428 s.
- Wiegels 1985 = R. Wiegels, *Die Tribusinschriften des römischen Hispanien. Ein Katalog*, Berlín, 1985.
- Wilson 1966 = A. J. N. Wilson, *Emigration from Italy in the Republican Age of Rome*, Manchester, 1966.
- Wulff 1989 = F. Wulff Alonso, «La fundación de Carteya. Algunas notas», *Studia Historica* 7, 1989, p. 43-57.